

INTEMPÉRIES

Deux morts, un disparu et des routes coupées

Lire l'article de
Correspondants et APS page 5

SOMMET DES PAYS
EXPORTATEURS DE GAZ

La Déclaration d'Alger focalise les attentes

Lire l'article de A. Z. page 4

COOPÉRATION

Plusieurs accords signés entre l'Algérie et le Mozambique

Lire l'article de R. N. page 3

Le Quotidien

Edition Nationale d'Information D'ORAN

112 MORTS ET PLUS DE 700 BLESSÉS

Israël massacre des Palestiniens affamés

Lire l'article de Mohamed Mehdi page 2



112 morts et plus de 700 blessés
Israël massacre
des Palestiniens affamés

Mohamed Mehdi

Quand les criminels de guerre de l'entité sioniste laissent passer des camions d'aide humanitaire vers le centre et le nord de Gaza, c'est pour commettre un carnage. Jeudi 29 février, alors qu'un convoi de camions d'aide entrait en direction du nord de Gaza, des centaines de Gazaouis étaient rassemblés pour décharger les provisions, principalement de la farine et autres produits alimentaires, les chars et les avions de l'armée sioniste ont bombardé les foules faisant plusieurs dizaines de martyrs et des centaines de blessés. Un bilan provisoire de ce massacre, établi en fin de journée de jeudi, fait état de 112 martyrs et plus de 700 blessés.

Hier, vendredi, 147^e jour du génocide israélien contre Gaza, le nombre de victimes a atteint 30.228 martyrs et 71.377 blessés, annonce le ministère de la Santé de l'enclave. « L'occupation israélienne a commis 16 massacres contre des familles dans la bande de Gaza, faisant 193 martyrs et 920 blessés au cours des dernières 24 heures (jeudi, ndlr) », a ajouté la même source.

L'armée israélienne a bombardé vendredi plusieurs régions de l'enclave assiégée, du nord au sud, y compris Rafah, Khan Younes, et la ville de Gaza. A Rafah, au sud, où s'entassaient environ 1,4 million de déplacés du nord et du centre de l'enclave, plusieurs bombardements de l'aviation sioniste ont eu lieu faisant plusieurs martyrs et blessés. Un correspondant d'Al Jazeera a indiqué qu'un bombardement israélien a visé une maison de la ville d'Al-Shouka, à l'est de Rafah, faisant 2 martyrs et plusieurs blessés. Il s'agit, selon des médias palestiniens cités par Al Jazeera, d'un bombardement visant la maison de la famille Abu Laila.

Toujours au sud de Gaza, au moins 3 martyrs et 10 blessés font partie des victimes du bombardement israélien contre une école abritant des personnes déplacées dans la ville de Hamad, au nord de Khan Younes. Les martyrs et blessés ont été transférés à l'hôpital des Martyrs d'Al-Aqsa à Deir al-Balah, dans le centre de Gaza. Dans le centre de l'enclave, plusieurs bombardements ont eu lieu hier (jusqu'à 14h GMT), contre le camp de réfugiés d'Al Bureij et le quartier Al-Zaytoun.

Le bombardement d'une maison de la famille Al-Qrenawi dans le camp de réfugiés de Al-Bureij, a fait 4 martyrs et plusieurs blessés, selon un correspondant d'Al Jazeera.

La même source a rapporté qu'un bombardement israélien a visé un groupe de citoyens de Gaza, dans la zone d'Al-Mussalba, à l'est du quartier d'Al-Zaytoun, faisant 5 martyrs et 3 blessés. Le journaliste a ajouté que de violents bombardements d'artillerie israélienne ont ciblé, hier, les quartiers au sud de la ville de Gaza. De son côté, la chaîne satellite 'Al-Aqsa' a indiqué qu'un bombardement israélien a visé une maison du camp de réfugiés Al-Bureij, faisant 6 martyrs et plusieurs blessés. La chaîne a ajouté que les avions d'occupation et l'artillerie ont ciblé plusieurs quartiers à Deir al-Balah, dans le centre de l'enclave.

CARNAGE DÉLIBÉRÉ

Jeudi, les troupes israéliennes ont tiré sur une foule de Palestiniens qui se précipitaient pour accéder à de la nourriture d'un convoi humanitaire dans la ville de Gaza. Le carnage mené par des tirs de chars et de l'aviation israélienne a fait au moins 112 martyrs et plus de 700 blessés. Le carnage a eu lieu jeudi, vers 04h30 heure locale (02h30 GMT), alors que des groupes de personnes étaient rassemblés à la rue Haroun al-Rashid, près du « rond-point de Naboulsi » dans la ville de Gaza, attendant l'arrivée des camions d'aide humanitaire, avant d'être surpris par des tirs intenses de l'armée sioniste. Après avoir attribué le nombre de victimes « à la foule » et à des « piétinements », la version israélienne des événements a changé au cours de la journée de jeudi. Le correspondant d'Al Jazeera English (AJE) à Al-Quds, Bernard Smith, a déclaré que l'armée israélienne « a d'abord tenté de rejeter la responsabilité sur la foule », affirmant que des dizaines de personnes avaient été blessées parce qu'elles avaient été écrasées et piétinées lors d'une bousculade à l'arrivée des camions d'aide. « Après, suite à des pressions, les israéliens ont déclaré que leurs troupes s'étaient senties menacées que des centaines de personnes s'étaient approchées d'eux, et qu'ils avaient donc réagi en ouvrant le feu », a ajouté M. Smith.

Des témoins cités par AJE ont insisté sur le fait que la bousculade n'a eu lieu qu'après que les troupes israéliennes ont commencé à tirer sur les personnes qui cherchaient de la nourriture. « Après avoir ouvert le feu, les chars israéliens ont avancé et écrasé de nombreux cadavres et blessés », a déclaré le journaliste Ismail al-Ghoul, de la chaîne Al Jazeera, après s'être rendu sur place. De son côté, Ummah Welfare Trust (UWT), une organisation caritative internationale d'aide et de développement basée au Royaume-Uni, a précisé que les israéliens étaient au courant où devaient avoir lieu la livraison des aides. « L'emplacement exact où l'aide alimentaire devait être livrée dans le nord de la bande de Gaza a été communiquée aux forces israéliennes avant la fusillade », a déclaré Muhammad Ahmad, un administrateur de UWT. La même source a ajouté : « Nos partenaires sur le terrain, qui se trouvent dans le sud, se sont mis en rapport avec le ministère israélien qui organise les convois dans le nord, et ils avaient mis en place un plan. Les camions se déplaçaient ensemble et le lieu de la distribution a été divulgué, et c'est là que les gens ont attendu toute la nuit », a déclaré M. Ahmad lors d'une interview accordée à Sky News vendredi. « Malheureusement, ce moment qui aurait pu nous réjouir et nous soulager du fait que l'aide était parvenue à ceux qui en avaient besoin s'est transformé en bain de sang », a-t-il ajouté.

Le Mouvement de la Résistance islamique (Hamas) a dénoncé « l'horrible massacre » du rond-point de Naboulsi, appelant la Cour internationale de Justice et la Cour pénale internationale à prendre les mesures nécessaires pour que l'occupation réponde de ses crimes. Le ministère



ANALYSE

Abdelkrim Zerzouri

Le Conseil de sécurité de l'ONU a sommé, mardi 27 février, les parties libyennes afin de se mettre d'accord autour du principe de « l'organisation des élections dans les plus brefs délais ». Malgré les tensions géopolitiques et les conflits armés qui préoccupent la communauté internationale, le dossier libyen reste parmi les priorités du Conseil de sécurité, qui a, dans ce sens, réitéré un « ferme engagement » en faveur d'un « processus politique inclusif » en Libye qui permettrait la tenue « d'élections présidentielles et législatives nationales libres, équitables, transparentes et inclusives dès que possible », selon les termes du communiqué du Conseil de sécurité. Tout en recommandant un engagement des parties libyennes dans ce processus électoral avec le représentant spécial du Secrétaire général pour la Libye et Chef de la Mission d'appui des Nations unies en Libye (MANUL), Abdoulaye Bathily, le Conseil de sécurité a précisé que cela doit se faire « sans conditions préalables » afin d'aboutir « aux compromis nécessaires pour amener le pays vers les élections dans un environnement sûr ».

Non sans appuyer « les efforts du Conseil présidentiel pour initier le processus de réconciliation nationale, avec le soutien de l'Union africaine » à travers une conférence qui devrait se dérouler le 28 avril à Syrte, et relancer son « appel au retrait immédiat de toutes les forces étrangères, combattants étrangers et mercenaires ». Dans ce contexte, le Conseil de sécurité de l'ONU a usé de la menace « d'imposer des sanctions à des personnes ou à des entités qui menacent la

Le dossier libyen
sur la table
de l'ONU

2023, le Conseil de sécurité a décidé « de proroger jusqu'au 1^{er} février 2025 les sanctions imposées dans ce pays, notamment l'embargo sur les armes et les mesures concernant les exportations illicites de pétrole ».

En adoptant à l'unanimité de ses 15 membres, la résolution 2701 (2023), présentée par le Royaume-Uni, le Conseil a également prorogé jusqu'au 15 février 2025 le mandat du Groupe d'experts chargé de surveiller la mise en œuvre de ce régime de sanctions. La MANUL a identifié, de son côté, quatre obstacles saillants à surmonter afin de stabiliser la situation en Libye, à savoir : « prévoir un second tour obligatoire pour les élections présidentielles, même si le vainqueur du premier tour a obtenu 50 pour cent plus une des voix, une disposition liant les élections présidentielles et parlementaires, ce qui conditionne les futures élections à l'Assemblée nationale au succès des élections présidentielles, ainsi que la question d'un gouvernement d'unité pour conduire le pays aux élections et clore le chapitre des gouvernements intérimaires et la nécessité de la pleine inclusion des Libyens, y compris des femmes et de toutes les composantes culturelles. Mais on sait pertinemment que le plus grand obstacle sur ce chemin reste lié aux divisions entre les parties libyennes autour de la formation d'un gouvernement d'unité apte à conduire le pays à ces élections.

palestinien des Affaires étrangères a également appelé à imposer des sanctions dissuasives à l'encontre de l'occupation, pour la forcer à assurer la protection des civils et à répondre à leurs besoins humanitaires.

DÉNONCIATION
INTERNATIONALE,
COMPLICITÉ
AMÉRICAIN

Des dénonciations ont fusé des gouvernements dans les quatre coins du monde, contre le massacre de jeudi qui a fait 112 martyrs et plus de 700 blessés, sauf de la part des Etats-Unis d'Amérique. Joe Biden a juste exprimé ses craintes que « l'incident » allait « compliquer les négociations sur la libération des otages », alors que le porte-parole du département d'Etat, Matthew Miller, a refusé, lors d'une conférence de presse, de condamner directement le carnage. « Beaucoup trop de Palestiniens innocents ont été tués au cours de ce conflit, pas seulement aujourd'hui, mais au cours des cinq derniers mois », a déclaré Matthew Miller, ajoutant qu'une enquête était

« en cours » en Israël que « nous suivons cette enquête de près et nous ferons pression pour obtenir des réponses ». Commentant ce massacre, le rapporteur de l'ONU sur la question de la pauvreté et des Droits de l'homme a déclaré que « la Communauté internationale n'a pas fait pression sur Israël pour qu'il mette fin à ses violations », estimant nécessaire « d'imposer des sanctions et exercer des pressions commerciales sur Israël » pour un « cessez-le-feu immédiat » et pour « empêcher la famine de se propager à Gaza ». L'Algérie a demandé jeudi, suite au massacre, une réunion urgente à huis clos du Conseil de sécurité de l'ONU sur les derniers développements dans la bande de Gaza. Les ministres des Affaires étrangères du Liban de la Jordanie, et de l'Arabie Saoudite, ont dénoncé le « ciblage brutal par les forces d'occupation israéliennes du rassemblement de Palestiniens qui attendaient de l'aide ». Pour le MAE libanais, il s'agit d'un « assassinat délibéré » qui s'inscrit « dans le cadre de la politique de famine et d'extermination massive du peuple palestinien, qui le pousse

se au désespoir et (qui) jette de l'huile sur le feu ». Le président colombien Gustavo Petro a déclaré que son gouvernement suspendait ses achats d'armes auprès d'Israël.

Le commissaire européen chargé de la politique étrangère Josep Borrell a affirmé que « la mort de civils cherchant de l'aide à Gaza est totalement inacceptable ». Les ministres des Affaires étrangères de la France et de l'Allemagne ont demandé une « enquête indépendante » sur les « circonstances entourant l'assassinat de Palestiniens à la recherche d'une aide humanitaire ». La vice-Première ministre belge Petra de Sutter s'est déclarée horrifiée par le massacre de jeudi. « Le meurtre de personnes faisant la chaîne pour recevoir de l'aide constitue une violation flagrante du Droit international et des mesures provisoires de la Cour de justice », a déclaré De Sutter. La ministre canadienne des Affaires étrangères, Mélanie Jolie, a également déclaré que ce qui s'est passé jeudi à Gaza « est un cauchemar », appelant à envoyer l'aide internationale à Gaza et protéger ceux qui la recevront.

Le Quotidien D'ORAN Edition Nationale d'Information Editée par la SPA ORAN - PRESSE au Capital de 195.923.000,00 DA	Président Directeur Général Directeur de la Publication Mohamed Abdou BENABBOU	Direction - Administration Rédaction centrale 63, Ave de l'ANP - Oran B.P.N°110 - Oran Tél. 041.23.25.22 23.25.23 / 23.25.24 23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15	Fax Pub: 041.23.25.21 Fax et Rédaction: 041.23.25.20 Imp.: Oran : imprimerie "Le Quotidien d'Oran" Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran" Constantine : S.I.E.	INTERNET: http://www.lequotidien-oran.com E-mail : infos@lequotidien-oran.com publicite@lequotidien-oran.com admin@lequotidien-oran.com lequotidiendoran@yahoo.fr Rédaction Algéroise Tél.: 021. 64.96.39 - Fax : 021. 61.71.57 Pub Tél.: 021. 64.96.44 Rédaction Constantinoise Tél.: 031.92.12.11 Fax : 031.92.12.22
Diffusion : Ouest et Centre : SDPO - Est: SO.DI. PRESSE				
«Pour votre Publicité s'adresser à : l'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité» - Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger - Téléphone : 020.05.20.91 / 020.05.10.42 - Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77 E-mail : agence.regie@anep.com.dz / programmation.regie@anep.com.dz / agence.oran@anep.com.dz / agence.annaba@anep.com.dz / agence.ouargla@anep.com.dz / agence.constantine@anep.com.dz				

Coopération Plusieurs accords signés entre l'Algérie et le Mozambique

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a coprésidé, jeudi, avec son homologue mozambicain, Filipe Jacinto Nyusi, la cérémonie de signature de plusieurs accords de coopération entre les deux pays.

R. N.

Les accords de coopération signés au siège de la Présidence de la République, concernent la protection des végétaux, la quarantaine végétale et la santé animale, outre le secteur de l'énergie et l'annulation mutuelle du visa pour les titulaires de passeports diplomatiques ou de service.

Un communiqué conjoint a également été signé à l'occasion de la visite de travail et d'amitié qu'effectue le président de la République du Mozambique en Algérie.

Lors d'un point de presse conjoint au terme des entretiens qu'il a eus avec son homologue du Mozambique, au siège de la Présidence de la République, le président de la République a précisé que la visite d'amitié et de travail qu'effectue M. Filipe Jacinto Nyusi en Algérie «réflète la profondeur des relations et des liens de fraternité entre les deux pays».

Le président de la République a assuré que «l'Algérie se tient aux côtés de la République du Mozambique dans la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent».

Concernant ses entretiens avec le Président Jacinto Nyusi, le président de la République a indiqué qu'ils ont porté sur les moyens de renforcer la coopération dans les domaines de l'énergie, de l'agriculture, de la recherche scientifique, de la formation professionnelle et de la pêche, ainsi que la coopération militaire.

Le président de la République a, en outre, indiqué que «les deux pays, membres non permanents au Conseil de sécurité onusien, ont une convergence totale de leurs vues et positions sur l'ensemble des questions, notamment les questions palestiniennes et sahraouie».

Le président de la République a précisé avoir procédé avec le Président Filipe Jacinto Nyusi à «un échange de vues sur plusieurs développements internationaux et régionaux, notamment la situation dans la région du Sahel et des Grands Lacs, ainsi que les dangereux développements au Proche-Orient et les massacres quasi quotidiens perpétrés par l'occupation sioniste contre les civils palestiniens dans la bande de Ghaza».

«Nous réitérons notre soutien absolu au droit du peuple palestinien frère à l'établissement de son Etat indépendant sur les frontières du 4 juin 1967 avec Al-Qods pour capitale», a déclaré le président de la République.

S'agissant de la question du Sahara Occidental, dernière colonie en Afrique, le président de la République a souligné «l'impératif de trouver une solution juste et durable garantissant au peuple sahraoui son légitime droit à l'autodétermination».

Le président de la République a souligné que la visite d'amitié et de travail qu'effectue le président de la République du Mozambique en Algérie

reflétait «la profondeur des liens historiques de fraternité et de solidarité liant les deux pays», et mettait en exergue «notre attachement commun à insuffler la dynamique escomptée aux relations bilatérales séculaires et privilégiées entre les deux pays».

Il a, également, indiqué avoir passé en revue avec son homologue de la République du Mozambique «les voies de renforcement et d'élargissement de la coopération dans plusieurs domaines dont l'énergie, l'agriculture, le tourisme, l'industrie, la pêche, outre les secteurs de l'enseignement supérieur, de la formation professionnelle et de la coopération militaire», mettant l'accent sur «l'importance de la diversification des exportations, du flux d'investissements directs, de la promotion des échanges commerciaux, de la poursuite du soutien en matière de formation au profit d'étudiants et de cadres, outre la modernisation des institutions nationales et le renforcement de leur compétitivité pour s'adapter aux progrès scientifique et technologique, entre les deux pays».

Le président de la République a, en outre, réaffirmé la «solidarité et le soutien de l'Algérie à la République du Mozambique dans sa lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent», réaffirmant «la disponibilité de l'Algérie à partager son expertise en la matière».

Il a, enfin, indiqué avoir convenu avec son homologue mozambicain «de la réactivation du mécanisme de coopération disponible pour réaliser les objectifs communs des deux pays, notamment la tenue de la 6e session de la Commission mixte dans les plus brefs délais».

Le président de la République du Mozambique a pour sa part salué les efforts consentis par l'Algérie pour l'instauration de la paix et de la sécurité dans les régions du Sahel et de l'Afrique du Nord.

«Nous saluons les grands efforts consentis par l'Algérie pour l'instauration de la paix et de la sécurité au Sahel, ainsi que son rôle dans la stabilité en Afrique du Nord», a indiqué le Président Filipe Jacinto Nyusi.

A cette occasion, le Président mozambicain a souligné «la convergence de vues des deux pays membres non permanents au Conseil de sécurité onusien, concernant l'ensemble des questions internationales et régionales».

Rappelant les relations profondes entre les deux pays, le Président Filipe Jacinto Nyusi a fait savoir que sa visite d'amitié et de travail en Algérie, visait «le développement des relations de coopération bilatérales dans divers domaines», affirmant dans le même contexte qu'il a été convenu de relancer la Commission mixte de coopération entre les deux pays pour «définir les objectifs communs».

Le Président Filipe Jacinto Nyusi a indiqué avoir invité le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à visiter le Mozambique.



Raïna Raïkoun

Belkacem Ahcene-Djaballah

La publicité commerciale n'est pas simplement un moyen de faire connaître, de faire vendre et de pousser à consommer (ou à produire). Si ce n'était que cela, on se contenterait de ce que fait la simple «réclame» et/ou l'austère annonce.

Avec, uniquement, du texte! La publicité commerciale est, aujourd'hui, incontournable en marketing soit pour conquérir de nouveaux territoires ou consommateurs, soit pour booster afin de récupérer en situation de manque. A l'international y compris.

Ces dernières années, on a vu, tout particulièrement, au niveau de l'audio-visuel (à la télévision bien plus qu'à la radio et bien moins sur les réseaux sociaux), une créativité certaine qui a capté l'attention du citoyen-télespectateur-consommateur, avec un pic durant le mois de Ramadhan. Durant un peu plus d'un mois, on a «une société au ventre plus gros que les yeux et la bourse». On dépense sans compter et, hélas, sans se soucier de la qualité des produits présentés. Du bon, du très bon, mais aussi du mauvais et de l'arnaque.

Côté presse écrite, jusqu'ici, on s'est polarisé sur ce qu'il est convenu d'appeler la «publicité institutionnelle», l'économie nationale, dans bien de ses secteurs aux produits destinés à la consommation, ayant connu une certaine contraction; contraction qui a vu les budgets publicitaires diminuer ou disparaître.

Jusqu'ici, disais-je! Car, depuis peu, une dynamique commerciale, destinée aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, est en train

Pub': la vraie, la bonne, la belle

de (re-) conquérir les espaces perdus durant presque deux décennies. Ceci est amplement visible non dans les annonces toujours aus-

nières de la com' institutionnelle (qui reste à améliorer grandement qualitativement) et dans les annonces télévisuelles soumises à l'éphémère et à un certain «plagiat», mais bel et bien dans le paysage urbain. Au niveau des grands panneaux d'affichage lumineux (ou non) et, surtout, dans les transports.

La divine surprise est venue, non des espaces publicitaires des stades qui, mis à part les rencontres internationales, végètent avec des panneaux peu nombreux, poussifs et illisibles, du Métro d'Alger qui, durant des années, est resté vide de publicité (marché ignoré? Tarifs trop élevés? Prospection inexistante?), alors que les espaces étaient nombreux et les publics divers et fournis. Il a vu ces machines agrémentées de magnifiques publicités commerciales (Air Algérie et ses nouvelles destinations). En attendant que les panneaux muraux et l'intérieur des wagons, soient occupés, les citoyens-consommateurs voyagent désormais dans un environnement qui «chante», générant certes des «envies» et des rêves d'évasion mais surtout de l'espoir et de l'optimisme. Pourvu que ça dure et que la pratique s'étende, entre autres, aux façades aveugles des grands bâtiments et immeubles et, surtout, à l'intérieur des grandes structures publiques (gares, aéroports et stations diverses, mobiliers urbains...) et s'améliore en faisant appel bien plus à nos artistes et autres créatifs de l'utile, de l'attractif et du beau.

Algérie-Mauritanie Accord dans le domaine de la greffe d'organes

Le ministre de la Santé, Abdelhak Saihi, a présidé, jeudi, la cérémonie de signature d'un accord de coopération entre l'Agence nationale des greffes (ANG) et le Conseil mauritanien de don, du prélèvement et de la transplantation d'organes et de tissus humains en vue de renforcer la coopération entre les deux pays dans ce domaine.

Ont cosigné cet accord le directeur général de l'ANG, Hocine Chaouche, et le président du Conseil mauritanien de don, du prélèvement et de la transplantation d'organes et de tissus humains, Abdelatif Sidi Aly.

Dans son allocution à cette occasion, M. Saihi a précisé que cet accord «s'inscrit dans

le cadre de la coopération entre l'Algérie et la Mauritanie, et ce, en application des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en matière de coopération dans le secteur de la santé entre les deux pays frères».

Il a également évoqué les principaux axes de l'accord, à l'instar de «la formation des spécialistes mauritaniens en s'appuyant sur l'expérience algérienne dans le domaine de la greffe d'organes», ainsi que «la formation de compétences des frères mauritaniens dans la prise en charge des patients atteints d'insuffisance rénale et la réalisation de greffes d'organes».

Pour sa part, le directeur général de l'ANG a expliqué que

cette coopération concernera en premier lieu le domaine de la greffe rénale sur la base de l'expertise des médecins algériens afin de permettre à leurs frères mauritaniens d'acquérir des compétences médicales dans le domaine de la greffe d'organes.

De son côté, le président du Conseil mauritanien de don, du prélèvement et de la transplantation d'organes et de tissus humains a souligné l'importance de cet accord pour son pays afin de lancer un programme de greffe rénale, qui constitue, a-t-il dit, «une étape importante permettant de soulager la douleur des patients atteints d'insuffisance rénale et des personnes en besoin de greffes d'organes».

Sommet des pays exportateurs de gaz La Déclaration d'Alger focalise les attentes

Le 7^e Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF), qui se tient en Algérie du 29 février au 2 mars, focalise les attentions à cause d'un contexte géopolitique inédit, notamment les attentes à propos de son issue et ses répercussions sur le marché mondial du gaz.

A. Z.

Ces attentes ne sont guère fortuites dans un environnement mondial qui prévoit une augmentation de 34% de la demande mondiale de gaz naturel, alors que sa contribution au mix énergétique mondial devrait passer de 23% actuellement à 26% d'ici à 2050, indique le Forum des pays exportateurs de gaz (GECF), dans son rapport annuel «Global Gas Outlook 2050», présenté en marge des travaux du 7^e Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement du Forum. Ainsi, ce rapport phare annuel mondialement reconnu a mis en lumière dans cette nouvelle édition l'évolution des tendances du marché de l'énergie et a fourni des prévisions et des analyses essentielles à long terme pour orienter les décisions politiques et d'investissement. Il présente également une vision convaincante de la demande de gaz naturel et de l'expansion du commerce, alignée sur les efforts mondiaux visant à parvenir au développement durable et à relever les défis du changement climatique. Dans ce contexte, le GECF a noté que «le gaz naturel, en tant que partenaire stratégique des sources d'énergie renouvelables, est sur le point de jouer un rôle central dans la promotion de transitions énergétiques justes, ordonnées et équitables». Concernant la tenue de ce 7^e Sommet du GECF, prévu ce samedi au Centre international de conférences (CIC) Abdelatif-Rahal, le ministre de l'Energie et des Mines, M. Mohamed Arkab, a assuré, hier, que l'Algérie, conformément aux orientations du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, ne ménagera aucun effort pour assurer sa réussite. Mettant en avant le rôle de chef de file de l'Algérie à l'échelle mondiale dans le domaine énergétique, notamment dans le secteur gazier, le ministre a précisé dans ce sillage que le gouvernement «a tout mis en œuvre, conformément aux orientations du président de la République pour assurer la réussite du sommet et permet-

tre aux dirigeants des pays membres de discuter des principales questions liées à la coopération dans le domaine du développement et de renforcer le rôle du gaz naturel dans la réalisation de la prospérité dans nos pays et de la sécurité énergétique dans le monde».

LA VERSION FINALE DE LA DÉCLARATION D'ALGER SERA «TRÈS IMPORTANTE»

Faisant observer dans ce sillage que l'Algérie est «l'une des destinations les plus attrayantes pour les investisseurs au regard de son potentiel en énergies fossiles et en énergies nouvelles et renouvelables, mais aussi grâce à son cadre réglementaire et fiscal incitatif et flexible en faveur de la promotion de l'investissement et du partenariat», M. Arkab a souligné dans ce cadre que l'Algérie, en tant que membre fondateur du GECF et pays leader dans l'industrie du gaz naturel, «a toujours beaucoup investi dans les domaines de l'exploration, du développement, du traitement, du transport et de la commercialisation du gaz naturel». Notant que l'investissement dans les ressources du gaz naturel nécessitait d'importants capitaux, le ministre a relevé la nécessité «d'un dialogue continu et sérieux entre producteurs et consommateurs pour construire une vision prospective commune qui reconnaît le rôle croissant du gaz naturel dans le mix énergétique mondial, en tant que source durable et compétitive à même de garantir la sécurité énergétique». Mettant en avant le rôle «décisif» de la technologie pour l'avenir du gaz naturel, M. Arkab a affirmé que «l'Algérie est honorée d'abriter le siège de l'Institut de recherche sur le gaz (GRI), qui a été inauguré jeudi», et qui devrait jouer un rôle primordial dans ce cadre. Notons que les travaux de la réunion ministérielle extraordinaire du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF), réunissant les ministres de l'Energie des pays membres et pays observateurs, ont débuté vendredi à Alger (CIC),

dans le cadre du 7^e Sommet du Forum, pour discuter de la version finale de la Déclaration d'Alger, qui sera «très importante», selon une déclaration, hier, du ministre russe de l'Energie, Nikolay Shulginov. «Nous nous sommes employés à enrichir la Déclaration d'Alger qui sera très importante pour la coordination concernant l'infrastructure gazière et les moyens de la protéger des incidents, le développement de la politique du GECF et l'éventuelle adhésion de nouveaux pays à cette organisation énergétique», a déclaré M. Shulginov à son arrivée à l'aéroport international d'Alger Houari-Boumediene pour prendre part à la Réunion ministérielle extraordinaire préparatoire du Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement du GECF.

Le GECF, qui pèse 70% des réserves mondiales prouvées de gaz, plus de 40% de la production commercialisée, 47% des exportations par gazoduc et plus de la moitié des exportations de GNL dans le monde, compte 12 membres permanents (Algérie, Bolivie, Égypte, Guinée équatoriale, Iran, Libye, Nigeria, Qatar, Russie, Trinité-et-Tobago, Émirats arabes unis, Venezuela) et 7 membres observateurs (Angola, Azerbaïdjan, Irak, Malaisie, Mauritanie, Mozambique, Pérou). Et ses rangs sont appelés à s'élargir. Le Secrétaire général (SG) du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF), Mohamed Hamel, a annoncé, hier, que le Sénégal avait présenté une demande officielle d'adhésion au Forum. Dans son allocution à l'occasion de la réunion ministérielle extraordinaire du GECF, présidée par le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, M. Hamel a «souhaité la bienvenue au ministre mauritanien du Pétrole, de l'Energie et des Mines, Nany Ould Chrougha, le plus récent pays membre du Forum, ainsi qu'au ministre sénégalais du Pétrole et des Énergies, Antoine Félix Abdoulaye Diome, dont le pays a formulé une demande officielle pour adhérer au Forum».

Hydraulique

Le raccordement des stations de dessalement aux réseaux de distribution achevé fin 2024

Le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal a révélé, jeudi à Alger, que les projets de raccordement des cinq (5) stations de dessalement en cours de réalisation aux réseaux de distribution avaient été lancés et qu'ils seront opérationnels, fin 2024, parallèlement à la mise en service de ces stations.

S'exprimant lors d'une audition sur la sécurité hydrique tenue par la commission de la Défense nationale de l'Assemblée populaire nationale (APN) sous la présidence de M. Gharbi Abdelbaset, président de la commission, le ministre a indiqué que ces grandes stations d'une capacité de production de 300.000 m³/jour en cours de réalisation à Cap-blanc (Oran), Fouka 2 (Tipasa), Cap-Djenat 2 (Boumerdes), Bejaïa et El Tarf, connaissaient un rythme de réalisation accéléré, ajoutant que ces systèmes seront opérationnels parallèlement à la mise en service, fin 2024, de ces stations.

Le lancement de ces stations permettra d'augmenter le taux de recours à l'eau de mer dessalée à 42% du volume total d'eau potable par rapport au taux actuel estimé à 18%, explique le ministre.

Après avoir rappelé que l'Etat avait débouqué une enveloppe importante pour ce programme, le ministre a fait savoir que la réalisation de ces stations visait de garantir l'approvisionnement des wilayas côtières en eau potable ainsi que les wilayas situées à 150 km de ces stations. Outre ces projets en cours de finalisation, M. Derbal a rappelé le programme de réa-

lisation de 7 nouvelles stations de dessalement de l'eau de mer pour la période 2025/2030 dans les wilayas de Tlemcen, Mostaganem, Tizi Ouzou (2 stations), Chlef, Jijel et Skikda, soulignant l'importance de réaliser ces stations de manière à assurer l'approvisionnement des habitants de ces wilayas en eau potable, de même que toutes les wilayas situées à 150 km de ces infrastructures.

Le ministre a estimé que le dessalement de l'eau de mer pour soutenir l'approvisionnement des citoyens en eau potable, à la lumière de la faible pluviométrie due aux changements climatiques, était le meilleur choix à faire pour atteindre la sécurité hydrique vu qu'il s'agit d'une source durable, contrairement aux ressources conventionnelles, soulignant que la bande côtière du pays favorisait la réalisation de ces projets.

Et d'ajouter que l'Algérie était pionnière dans ce domaine, à travers la réalisation de plusieurs stations de dessalement, citant les stations de dessalement de l'eau de mer d'El Mactaa (W. Oran) de Fouka (W. Tipasa) et d'El Hamma (W. Alger).

Le ministre a salué, en outre, le rôle des entreprises publiques nationales, chargées de la réalisation de ces stations et des systèmes de transfert d'eau, ajoutant que «ces projets sont désormais réalisés par des compétences 100% algériennes, alors que cette technologie était auparavant monopolisée par certaines entreprises étrangères».

Il a estimé, dans ce sens, que la réali-

sation de ces stations par des entreprises algériennes contribuait à la promotion de l'outil national de réalisation, en sus de renforcer la souveraineté nationale dans son volet relatif à la sécurité hydrique». En sus du dessalement de l'eau de mer, M. Derbal a mis en avant l'importance des eaux usées traitées produites par les stations d'épuration à travers le pays, étant classées comme quatrième source d'eau après les eaux de surface, les eaux souterraines et l'eau de mer dessalée. Le ministre a, en outre, souligné la nécessité de réutiliser ces eaux dans les domaines industriel et agricole, d'autant que ce dernier consomme plus de 70% des eaux mobilisées annuellement irriguant 1,5 million d'hectares de terres agricoles.

Il a en outre cité un plan national de réutilisation des eaux usées épurées, présenté par son département ministériel lors d'un conseil des ministres, rappelant que le président de la République avait ordonné d'entamer la mise en œuvre de ce plan pour atteindre une réutilisation de 60% des eaux épurées dans l'agriculture et l'industrie. Pour sa part, le président de la commission ad-hoc a salué les efforts consentis par les autorités nationales en vue d'assurer la sécurité hydrique, évoquant les solutions urgentes mises en place afin de faire face au phénomène de la sécheresse, consistant en la réalisation de forages et de puits artésiens outre les grands programmes de dessalement de l'eau de mer.

Selon son PDG, Rachid Hachichi Sonatrach envisage d'étendre ses activités en Europe centrale

El-Houari Dilmî

Le contrat de vente de gaz naturel via le gazoduc Enrico Mattei, conclu récemment entre Sonatrach et la compagnie allemande VNG, permet à la compagnie nationale d'hydrocarbures d'envisager à l'avenir une extension de ses activités en Europe centrale», a affirmé le PDG du groupe, Rachid Hachichi.

«Nous voyons un grand potentiel à développer encore plus cette coopération et l'étendre dans le futur à d'autres domaines de la chaîne de valeurs énergétique. Elle nous permet également d'envisager une extension de nos activités en Europe centrale à l'avenir», a assuré Rachid Hachichi, dans un entretien à l'APS. Il a annoncé que les premières livraisons de gaz naturel, entrant dans le cadre de la mise en œuvre de ce premier contrat en son genre avec VNG, «ont déjà débuté». Le PDG de SH a également précisé que le contrat avec la compagnie allemande s'inscrivait dans le cadre de la stratégie de diversification du portefeuille client de la compagnie nationale et de son positionnement sur des marchés en Europe, relevant que «l'aboutissement des discussions entre les deux parties renforce les partenariats commerciaux énergétiques avec l'Europe».

Mettant en avant les nombreux atouts dont dispose le groupe énergétique national «pour défendre notre position sur le marché gazier mondial», Hachichi a affirmé qu'il s'agit essentiellement de «l'importance de nos réserves de gaz naturel, ce qui permet à Sonatrach de garantir un approvisionnement stable et fiable pour répondre à la demande».

Hachichi a affirmé, par ailleurs, que Sonatrach allait probablement «explorer de nouveaux marchés émergents où la demande de gaz naturel est en croissance, afin de compenser d'éventuelles pertes sur les marchés traditionnels et réagir aux contraintes de financements des projets d'investissements gaziers imposées par des pays industrialisés qui veulent favoriser le passage vers les énergies renouvelables (ENR)». Cependant, le gaz est appelé à jouer un «rôle clé» dans la transition vers d'autres énergies d'ici 2050", a-t-il assuré, en faisant observer que toutes les prévisions des institutions et bureaux d'études internationaux convergeaient sur une augmentation de la consommation mondiale en gaz de 1 à 2% par an, ramenant la consommation mondiale de gaz à 5.000 milliards de m³ à l'horizon 2050.

PÉTROCHIMIE : TROIS IMPORTANTS COMPLEXES EN COURS DE RÉALISATION

Par ailleurs, le P-dg de SH est revenu sur les progrès réalisés par la compagnie dans le domaine de la pétrochimie, en rappelant que Sonatrach n'importait plus de carburants depuis 2020 et qu'elle ambitionnait même à exporter à moyen terme. Evoquant les projets en cours dans le domaine de la pétrochimie, il a notamment cité le projet en phase de cons-

truction du MTBE (MéthylTert-Butyl Ether) à Arzew, pour la valorisation des matières premières méthanol et butane avec production attendue de 200 KTA du MTBE utilisé comme additif pour la fabrication de l'essence sans plomb. Le deuxième projet en phase de construction est celui dit STEP (Production de polymères PDH-PP) d'Arzew visant la valorisation de la matière première propane en vue de produire le polypropylène, actuellement importé, avec une capacité de production de 500 KTA et qui entrera en exploitation courant le 1^{er} semestre 2027, a-t-il fait savoir, ajoutant que ce complexe allait «satisfaire totalement la consommation nationale et que l'excédent sera exporté». Le troisième projet LAB (linéaire alkyl benzène) prévu à Skikda est actuellement en phase de signature de contrat et vise la valorisation des matières premières kérosène et benzène issus de la raffinerie de Skikda RA1K, pour une production de 100 KTA de LAB, utilisé comme matière première pour la fabrication des détergents. Ce complexe sera en exploitation au courant du 2^e semestre 2027 et permettra de satisfaire la consommation nationale et dégager aussi de l'excédent à l'exportation. Parmi les autres projets en phase de maturation, M. Hachichi a cité le projet de réalisation d'un complexe de vapocraquage du naphtha à la zone industrielle de Skikda, dans le cadre d'un éventuel partenariat. Ce projet vise, selon lui, à la valorisation des matières premières Naphtha et Ethane avec une production devant répondre aux besoins du complexe pétrochimique CP2K en éthylène et dérivés actuellement importés.

GN : 35 MDS M³ EXPORTÉS VERS L'EUROPE EN 2023

Revenant sur le bilan de la Compagnie nationale des hydrocarbures en 2023, Hachichi a indiqué que 34,9 milliards de mètres cubes de gaz naturel ont été exportés par l'Algérie vers le marché européen durant l'année dernière. Toujours selon son PDG, assurant qu'en matière de capacité de production installée, la compagnie disposait d'une capacité annuelle de traitement de pétrole de 147,8 millions de tonnes métrique/an, ainsi que de 552 millions Standard mètre cube SM³/j de gaz brut, (201 milliards/an) avec un taux d'exploitation de 98%. Il a également fait savoir que le schéma actuel de raffinage inclut 6 raffineries totalisant une capacité de traitement de plus de 30 millions de tonnes/an, un niveau atteint par un accroissement de la capacité de 3,75 millions de tonnes/an suite au programme de réhabilitation et de modernisation des trois raffineries d'Arzew, de Skikda et d'Alger entamé en 2009. En outre, la compagnie travaille sur le projet de la nouvelle raffinerie de Hassi Messaoud dont l'entrée en production est prévue à partir du 2^e semestre 2027 et sur le projet de la conversion de fuel-oil (hydrocraquer de Skikda), dont l'entrée en activité est prévue fin 2028.

Intempéries Deux morts, un disparu et des routes coupées

Correspondants et APS

La neige et la pluie ont fait des victimes et fermé à la circulation plusieurs routes, ces dernières 48 heures, dans certaines régions du pays. Le responsable du bureau de la communication au Centre d'information et de coordination routière, relevant de la GN, le commandant Samir Bouchehit, a indiqué, dans une déclaration à l'APS, que les récentes intempéries avaient entraîné la fermeture de certaines routes au niveau des wilayas de Tizi-Ouzou, Béjaïa, Boumerdès, Bouira, Sétif, Jijel, Constantine et Skikda.

Pour leur part, les services de la Protection civile de la wilaya de Constantine sont intervenus pour le repêchage du corps d'une personne décédée, découvert sur le bord d'un oued au lieu-dit 'El Kantra El Kahla', dans la commune de Hamma Bouziane, indique le communiqué, notant que la Protection civile de la wilaya de Bouira a retrouvé le corps d'un homme âgé de 68 ans, au lieu-dit 'Ain Zebda' après sa disparition dans une zone neigeuse au Col de Tirourda.

Dans la wilaya de Mila, les éléments de la Protection civile étaient mobilisés pour retrouver une personne emportée par les crues de oued El Maleh. Routes coupées, maisons inondées, conducteurs bloqués, glissements de terrain et éboulements rocheux ont mobilisé les éléments de la Protection civile. Les secouristes de la Protection civile ont procédé au sauvetage de trois personnes cernées par les eaux dans leurs véhicules à Tassadane, Grarem Gouga et Oued El Athemania. La RN 27 a été coupée partiellement à la circulation en raison des éboulements rocheux. A Tadenanet, la Protection civile est inter-

venue pour secourir une cité inondée ainsi qu'à Mila ou l'Ecole paramédicale a une montée d'eau, jusqu'à 2 m. Un éboulement survenu à la suite des fortes précipitations a causé des dommages à la canalisation de transport de gaz (8 pouces de diamètre) qui alimente la commune de Hamala entraînant l'arrêt de l'approvisionnement des habitants de cette collectivité, indique l'APS qui a cité la direction de distribution de l'électricité et du gaz. 1.300 abonnés sont concernés par cet «arrêt temporaire» de l'opération d'approvisionnement en gaz naturel conséquemment à cette panne. Dans la wilaya d'El Tarf, les précipitations ont rendu la circulation routière impossible, dès la fin de journée du jeudi. La route nationale a vu les eaux de Oued Seybouse sortir de leur lit, inondant cette route sur plus de 2 km, sur le tronçon situé en contrebas du pont Oued Seybouse à Dréan jusqu'à Bija dans la commune de Besbes. Ces eaux en furie ont inondé des dizaines d'hectares de terres agricoles. Selon le directeur des Travaux publics de la wilaya d'El Tarf, par intérêt, cette remontée des eaux, est l'effet surtout des lâchers effectués à partir du barrage de Bouhamdane.

A Sétif, un glissement de terrain a bloqué, en outre, le CW 45 (commune de Bousselam). La RN 10 (Oum Bouaghi) a été bloquée par la neige au niveau de «Fedj El Khourch».

A Jijel, la montée des eaux a entraîné la fermeture du CW147 au niveau de la localité de Boukhartoum, à la commune de Amir Abdelkader, ainsi que la RN 77, reliant Jijel et Sétif au niveau de Oued Taberkout.

Un glissement de terrain à la wilaya de Skikda a causé la fermeture de la RN33 au niveau de la localité de Khe-

mahem (commune de Zerdaza), outre le CW8, reliant les communes d'El Mersa et Ben-Azzouz, en raison de la montée des eaux.

Dans la wilaya de Tizi-Ouzou, l'amoncellement de neige a entraîné la fermeture de la RN15 au niveau de la région de Thichter, dans la commune de Iferrhounene et la RN33 au niveau de la région «Assoul» dans la commune de Aït Boumahdi, ainsi que la RN30 au niveau de la région de Tizi «Nkolen» à la commune de Iboudraen, et la route nationale au niveau de «Fedj Chlada» à la commune de Ililtén, tandis qu'un glissement de terrain a entraîné la fermeture de la RN 25 entre Tizi Ouzou et Bouira au niveau de l'intersection menant vers la commune d'Aït Yahia. Un autre glissement de terrain a causé la fermeture de la RN26 reliant la wilaya de Béjaïa à Tizi-Ouzou au niveau de la région «Fedj Chlada» ainsi que la RN12 reliant Béjaïa à Tizi-Ouzou au niveau de la commune de Oued Ghir, et le CW141 de la zone industrielle «Taharacht» dans la commune d'Akbou.

Dans la wilaya de Bouira, les agents de la Protection civile ont retrouvé jeudi au soir, le corps d'une personne disparue, un homme âgé de 66 ans, dans la zone montagneuse d'Ain Zebda. Sa dépouille a été évacuée à la morgue de l'hôpital de M'Chedallah. Par ailleurs, la RN 5, dans son tronçon reliant les wilayas de Bouira et Boumerdès par le passage de Lakhdaria-Amal, a connu des perturbations dans le trafic routier, à la suite de chutes de pierres. Divers services, à l'instar de la direction des Travaux publics, de la Protection civile et de la Gendarmerie nationale, sont intervenus pour rouvrir la route aux usagers.

Transport maritime Plaidoyer pour la réintroduction de l'obligation d'assurance aux importateurs

M. Aziza

Nacer Saïs, P-dg de la Compagnie Algérienne des Assurances (CAAT), a plaidé pour la réintroduction de l'obligation de l'assurance aux opérateurs économiques (importateurs) notamment ceux concernés par le transport de marchandises par voie maritime. Le P-dg de la CAAT a insisté sur la nécessité de réintroduire cette obligation, dans le nouveau projet de loi sur les assurances, qui est d'ailleurs en cours d'élaboration, en marge de la tenue du séminaire sur «L'Assurance et les défis des mutations économiques en cours», organisé récemment par sa compagnie.

M. Saïs a évoqué une multitude de risques potentiels qui pourraient survenir causant des dommages aux navires et aux marchandises, sans parler des risques naturels. D'où la nécessité de recourir à l'assurance afin de couvrir les possibles pertes qui peuvent survenir en mer. Il a regretté que depuis que l'assurance à l'importation n'est plus obligatoire, les opérateurs économiques font parfois l'économie de cette assurance. Ils se retrouvent de ce fait, dans des situations préjudiciables où ils ne bénéficient d'aucun dédommagement en cas de pertes ou d'un sinistre. Mieux, dit-il, ils se retrouvent, parfois, obligés de supporter les frais des réparations des navires. Sur cette question précise, il explique que certains propriétaires de bateaux dont le certificat de navigation n'est pas renouvelé, en raison des frais que doit engager le propriétaire pour la réparation de son navire, provoquent des pannes au cours du trajet. Il dira que ces derniers profitent souvent de cette situation quand la valeur de la marchandise est importante, voire coûte plus cher que le bateau lui-même.

Abordant les détails, il précise qu'il y a en fait, une institution en Droit maritime, qui s'appelle «la marine commune». Cette dernière peut faire appel à des sauveteurs pour orienter le navire vers un port proche, en cas de danger

ou de panne pour d'éventuelles réparations. En poursuivant, les propriétaires des navires profitent de cette situation pour que cette réparation soit supportée par le propriétaire de la marchandise. Car, dit-il «toutes les dépenses qui sont engagées pendant la traversée maritimes sont supportées proportionnellement à la valeur de la marchandise». Cela veut dire, que si la marchandise est plus chère que le navire, tous les frais de réparation et de la mise en état du navire sont supportés par l'opérateur économique. D'autres cas, dit-il, auxquels se trouvent confrontés les opérateurs économiques algériens, c'est entre autres, les dommages subis par la marchandise, elle-même, constatés souvent à l'ouverture des cales après l'arrivée du bateau au port. Des déperditions souvent dues à l'humidité, à cause de l'insuffisance de l'étanchéité au sein du navire. Il dira que parfois, quand l'opérateur tente de faire réagir les assureurs du bateau et engager la responsabilité de l'armateur, dans l'espoir d'obtenir une réparation ou une caution bancaire, le temps que les dommages soient quantifiés, à ce moment-là il réalise qu'il est confronté à un vrai problème. A la saisie du bateau dans nos ports, personne ne se présente et personne ne répond, parce que, tout simplement, certains navires ne sont pas assurés.

Un réseau démantelé 12 kg de cocaïne saisis

Les services de sûreté nationale ont procédé, au cours de cette semaine, au démantèlement d'un réseau criminel composé de 5 individus et à la saisie de 12 kg de cocaïne, a indiqué jeudi un communiqué de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN). "Dans le cadre des efforts des services opérationnels de la Sûreté nationale dans la poursuite de la lutte contre toute forme de criminalité, le Service central de lutte contre le trafic illicite de stupéfiants (SCLTIS) a démantelé, au cours de cette semaine, un réseau criminel composé de 5 individus activant depuis le sud du pays vers le nord, et saisi 12 kg de cocaïne", précise la même source. Les investigations menées par les enquêteurs du SCLTIS sous la supervision du procureur de la République territorialement compétent "ont révélé le recours des membres de ce réseau criminel à des méthodes de diversion en dissimulant de la drogue dans des compartiments secrets d'un véhicule sur les 3 qui ont été saisis". Les mis en cause ont été déferés, mercredi, devant le procureur de la République près le pôle pénal spécialisé de Sidi M'hamed, ajoute le communiqué.

AADL 3 Les assiettes pour les projets de logements déterminées

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi a annoncé, jeudi à Alger, la détermination des assiettes foncières à retenir pour les projets de réalisation de logements au titre du programme «AADL 3» au niveau national, précisant que l'opération avait été «anticipée» en prévision du lancement des souscriptions, avant la fin du semestre en cours.

M. Belaribi a précisé, lors d'une séance plénière au Conseil de la nation consacrée aux questions orales, qu'il a été procédé, par anticipation, à la détermination des assiettes foncières à retenir pour les projets de réalisation de logements au titre du programme AADL 3 au niveau national.

En réponse au sénateur Samir Zoubiri (Tiers présidentiel), concernant les besoins des communes de la wilaya de Bouira en matière d'amélioration urbaine, le ministre a indiqué que la wilaya de Bouira avait bénéficié dans le cadre de la détermination des assiettes foncières dédiées au programme +AADL 3+, d'une assiette foncière de 15 hectares affectée à la réalisation de plus de 2.000 logements au titre du nouveau programme.

M. Belaribi a assuré que la wilaya avait bénéficié de plusieurs programmes d'aménagement et d'amélioration urbaine au profit de ses quartiers, le dernier étant d'une valeur de 600 millions DA, au titre de la loi de finances 2024.

A une question du sénateur Kamel Khelifati (FLN), concernant la conformité des constructions et le ravalement des façades, le ministre a précisé que le secteur avait accordé plusieurs facilitations dans le cadre de la loi 08-15 fixant les règles de mise en

conformité des constructions, dont la possibilité pour les citoyens de ravalier la façade de leurs maisons sans obtenir préalablement un permis de construire.

Dans le cadre de la lutte contre les constructions anarchiques, M. Belaribi a indiqué que le secteur s'attellait à élaborer une loi sur l'urbanisme visant à proposer et à concrétiser des normes modernes, répondant aux aspirations des hautes autorités et des citoyens algériens. Il a expliqué que cette loi consacrerait la Police de l'Urbanisme chargée d'appliquer les lois dans le domaine de l'urbanisme, tandis que la loi 08-15 lui permet déjà de contrôler la conformité des constructions et des structures urbaines en vertu de son article 11.

Dans ce sillage, 1649 badges de mission professionnels ont été délivrés aux inspecteurs de l'urbanisme et aux agents qualifiés, dont 400 délivrés en 2023, a ajouté M. Belaribi. Il a expliqué que les inspecteurs de l'urbanisme et les agents qualifiés ont dressé 20.919 procès-verbaux d'infraction adressés aux autorités compétentes en 2023.

Le secteur a, également, émis en 2022 un arrêté ministériel fixant les commissions de contrôle des contrats d'urbanisme, établis à travers les wilayas et délivrés, ainsi que le contrôle de leur conformité à la législation. Le secteur a recensé 114 études finalisées sur les schémas directeurs de l'aménagement du territoire (SDAT), ainsi que 781 études finalisées sur les plans d'occupation des terres.

La loi sur l'urbanisme en cours d'élaboration vise à mettre en place des mécanismes de lutte contre les constructions anarchiques et protéger les terres relevant des domaines de l'Etat, a conclu M. Belaribi.

Skikda Deux cadavres rejetés par la mer

Les unités de la protection civile de Skikda ont repêché durant les dernières 24 heures dans deux opérations distinctes, les corps sans vie de deux individus rejetés par la mer, a-t-on appris vendredi de la chargée d'information et de communication auprès de la direction de wilaya de la Protection civile.

Les secouristes du centre avancé de la protection civile d'El Marsa (Est de Skikda) sont intervenus vendredi après-midi pour repêcher le corps d'un homme rejeté par la mer vers les rochers du front de mer d'El Marsa, a précisé, le lieutenant Imène Merouani.

Le cadavre a été retrouvé dans un état de décomposition avancé, a indiqué la même source, précisant qu'il s'agit peut être d'un plon-

geur amateur, car vêtu d'une tenue de plongée. Le corps de la victime a été transféré vers la morgue de l'hôpital d'Azzaba, a-t-on indiqué.

Le deuxième corps rejeté par la mer à la plage Lemrissa dans la commune de Filfila (Est de Skikda) avait été repêché jeudi soir par les éléments de l'unité principale de la protection civile de Skikda appuyée par le groupe de reconnaissance et d'intervention en milieu périlleux (GRIMP).

Le cadavre se trouvait dans un état de décomposition avancée et a été transféré vers la morgue de l'hôpital de Skikda. Les services de sécurité territorialement compétents ont ouvert une enquête pour déterminer les causes de ces deux décès, a-t-on indiqué.

Touggourt Un poste de transformation électrique prend feu à la zone industrielle

Un incendie s'est déclaré vendredi dans un poste de transformation électrique de haute tension (HT) de la zone industrielle de Touggourt, et aucune victime n'a été enregistrée, a rapporté la Protection civile de la wilaya.

Les unités de la Protection civile sont intervenues aussitôt, appuyées par six camions de lutte contre les incendies, trois ambulances et plus de 30 agents pour circonscrire l'incendie qui a été maîtrisé grâce à la contribution aussi des services publics et des privés, ainsi que les corps de sécurité, dont l'Armée nationale populaire (ANP), la société algérienne des Eaux (ADE),

et les services communaux, a indiqué le sergent Hamza Ourabi de la cellule de communication de la direction de la protection civile de la wilaya de Touggourt.

Cette installation énergétique relevant de la société algérienne de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz) a été complètement ravagée par l'incendie qui a provoqué une interruption de l'approvisionnement en électricité de plusieurs communes de la région de Touggourt.

Une enquête a été diligentée par les services compétents pour mettre la lumière sur les circonstances cet incident.

Sénégal

Au moins 26 morts dans un nouveau drame de l'émigration

Un nouveau drame de l'émigration clandestine à destination de l'Europe a fait au moins 26 morts en mer dans le nord du Sénégal, selon un bilan actualisé communiqué jeudi soir à l'AFP par le gouverneur de la région de Saint-Louis.

La plupart des corps ont été récupérés depuis le naufrage de leur embarcation mercredi, a précisé Alioune Badara Samb. Un peu plus d'une vingtaine de personnes ont été secourues. Il ne s'est pas prononcé sur le nombre de disparus. Des témoignages ont fait état de la présence de 200, voire plus de 300 personnes dans le bateau, mais le gouverneur a incité à la prudence devant ces chiffres. L'embarcation s'est retrouvée en perdition à quelques centaines de mètres du rivage, dans un secteur vaseux. Un certain nombre de ceux qui ont survécu se sont dispersés dans la foule sur la rive, ce qui complique toute comptabilité, a-t-il dit.

La zone peut être particulièrement dangereuse en raison des flux marins et de la nature du fond. Un dispositif de veille a été mis en place sur la côte, a dit le gouverneur. Mamady Dianfo, originaire de Casamance (au sud, à l'autre bout du pays), a parlé mercredi soir de plus de 300 occupants quand le bateau a quitté les côtes sénégalaises il y a une semaine. Un autre survivant, Alpha Baldé, a évoqué plus de 200 occupants. Mamady Dianfo a raconté que le bateau était arrivé au Maroc. Là, «le capitaine nous a dit qu'il était perdu et ne pouvait plus continuer le voyage. On lui a demandé de nous ramener au Sénégal», a-t-il relaté.

Le drame est survenu à l'embouchure de Saint-Louis, notoirement dangereuse, a-t-il déclaré.



FLOT DE DÉPARTS

Selon le gouverneur, le bateau pourrait être parti de Joal-Fadiouth, à quelques centaines de kilomètres plus au sud.

Le président Macky Sall a exprimé sa «profonde tristesse» sur les réseaux sociaux. Les autorités «sont mobilisées pour apporter soutien et assistance» aux proches des victimes, a-t-il dit.

Le gouverneur a indiqué que le Premier ministre Amadou Ba s'était rendu sur place jeudi. M. Ba a dit plus tôt s'incliner «pieusement» devant la mémoire des défunts.

Dans un contexte électoral, le candidat à la présidentielle Khalifa Sall a déclaré sur les réseaux so-

ciaux que le «tragique destin (des victimes) nous rappelle l'urgence d'agir pour répondre aux préoccupations de la jeunesse». «Le vrai débat qu'attend le peuple devrait porter sur la profonde crise économique et le désastre social qui frappent le Sénégal», a dit un autre concurrent, Thierno Alassane Sall. Le Sénégal fait face depuis des années à un flot de départs à destination des Canaries, archipel espagnol et porte d'entrée de l'Europe, via la route maritime particulièrement mortifère de l'Atlantique, au large des côtes ouest-africaines.

Des milliers de Sénégalais fuyant la pauvreté, le chômage ou l'absen-

ce de perspectives d'avenir s'embarquent clandestinement contre de l'argent sur des pirogues en bois qui peuvent atteindre une vingtaine de mètres et transporter des dizaines de passagers.

Ils versent plusieurs centaines de milliers de francs CFA (1.000 FCFA = 1,5 EUR) à un passeur et défient les dangers d'une traversée d'environ 1.500 kilomètres pour atteindre les Canaries au bout de sept ou dix jours de navigation.

Fin 2023, il ne passait quasiment pas un jour sans que ne soit rapporté au Sénégal une arrivée aux Canaries, une interception, ou un naufrage. Selon Frontex, l'agence exerçant le contrôle des frontières

européennes, les migrants provenant du Sénégal sont, avec ceux du Maroc, les plus nombreux à arriver aux Canaries.

Le nombre de migrants ayant débarqué en 2023 aux Canaries a triplé en un an pour atteindre le chiffre record de 39.910, selon le gouvernement espagnol. Sur les plus de 6.600 migrants qui sont morts ou ont disparu en tentant de rejoindre l'Espagne en 2023, l'immense majorité ont péri sur la route atlantique, dit un récent rapport de l'ONG espagnole Caminando Fronteras. Le président Sall a ordonné en novembre des mesures d'urgence pour endiguer ce flux en pleine expansion.

Agriculture

Hostilité croissante des agriculteurs à l'entrée de l'Ukraine dans l'UE



En pleine crise, les agriculteurs européens nourrissent une hostilité croissante à la perspective d'une entrée de l'Ukraine dans l'Union européenne, même si certains préféreraient à terme voir l'ancien grenier à blé soviétique de leur côté plutôt que dans le giron russe. Pas un jour sans un geste de colère: manifestation en Bulgarie, déversement de céréales ukrainiennes à la frontière polonaise, rassemblement de 900 tracteurs à Bruxelles... «Nous voulons bien aider mais pas à n'importe quel prix», ont clamé des agriculteurs roumains. L'intégration de

l'Ukraine serait «une catastrophe» selon le syndicat agricole FNSEA majoritaire en France, première puissance agricole européenne.

Le patron du principal syndicat allemand Deutsche Bauernverband, Joachim Rukwied, abonde: «cela conduirait finalement à la disparition de l'agriculture familiale en Allemagne et en Europe». En cause: les vastes terres arables ukrainiennes qui font du pays, même en guerre, un exportateur majeur de blé, maïs et tournesol, produits libérés de droits de douane au nom de la solidarité européenne, mais encore loin des standards

européens notamment en matière de pesticides. Pour les céréales, «les dix plus grandes entreprises contrôlent plus de 70% du marché et la taille moyenne des exploitations agricoles en Ukraine est de 1.000 hectares... contre 16 hectares dans l'UE», relève Stefan Lehne, un chercheur du think tank Carnegie Europe, dans une note en septembre.

«LOGIQUE DE PAIX»

«On ne peut pas lutter à armes égales, parce que les coûts de production sont différents, avec des effets d'échelle», résume le président des chambres d'agriculture polonaises, Wiktor Szmulewicz, dénonçant une concurrence insoutenable pour le sucre ou les fruits rouges, secteur nécessitant une importante main d'œuvre. «En réalité, l'agriculture ukrainienne s'intègre déjà à l'UE, il faut comprendre que nous achetons beaucoup de matériel de semence ou de produits phytosanitaires de l'UE», a plaidé Taras Kachka, vice-ministre ukrainien de l'Economie, lors d'un point presse à Bruxelles en octobre. Le patron des céréaliers français, Eric Thirouin, reconnaît que l'Europe serait alors «dans une logique de paix, face à la Russie qui utilise le blé comme une arme alimentaire». Mais, prévient-il, il faudrait que l'intégration se fasse «très progressivement» et «pas au détriment des pays européens». Il faudra alors partager le gâteau de la Politique agricole commune (PAC).

Une récente étude de la Hertie School (institut Jacques-Delors) estime qu'en cas de pleine intégration de l'Ukraine, en appliquant les règles budgétaires actuelles, les dépenses annuelles supplémentaires de l'UE s'élèveraient à 13,2 milliards d'euros.

Sur cette somme, 57% serait allouée via la PAC, soit 7,6 milliards - contre par exemple 9 milliards pour la France aujourd'hui. Percevant le risque de dé-

séquilibre, le commissaire européen à l'Agriculture Janusz Wojciechowski a suggéré que l'UE plafonne les paiements aux plus grandes entreprises agricoles.

«RISQUE DE DISLOCATION»

En attendant, Polonais, Roumains ou Bulgares ont accepté que les grains ukrainiens transitent par leur territoire, mais ils réclament l'assurance qu'ils vont en ressortir, pour aller nourrir le monde et cesser de faire baisser les prix. Pendant des mois, la position commune des 27 fut celle d'une solidarité sans faille avec Kiev: après l'invasion russe, l'Europe a créé des «corridors de solidarité» terrestres et fluviaux qui ont permis d'exporter 61 millions de tonnes de produits agricoles entre mars 2022 et janvier 2024. Cette route européenne, indispensable pour Kiev après la décision russe de fermeture du corridor en mer Noire en juillet, est aujourd'hui devenue secondaire. Kiev a repris seule ses exportations via le Bosphore et c'est des ports de la région d'Odessa que part désormais l'essentiel de ses produits.

Mais pour les fermiers européens, le mal est fait: «Alors que l'Ukraine exportait historiquement 20.000 tonnes de sucre vers l'UE, ces volumes pourraient dépasser 700.000 tonnes» en 2023-24, selon les producteurs français de betterave sucrière.

Fin janvier, Bruxelles a annoncé un mécanisme pour réintroduire des droits de douane pour les produits «sensibles»: volailles, œufs et sucre. Les céréaliers ont aussitôt réclamé des mesures similaires pour les blés, orges et maïs, mettant en garde contre un risque de «dislocation du marché commun» si Bruxelles faisait la sourde oreille. Mercredi, le Premier ministre polonais Donald Tusk, pourtant soutien fort de Kiev, n'a pas exclu de fermer «temporairement» sa frontière aux marchandises ukrainiennes.

De la cobelligérance à la mondialisation de la guerre
Les alliés divisés, la France isolée

Par Abdelhak Benelhadj

2^{ème} partie

- **Otan.** L'Otan n'a «aucun projet» d'envoi de troupes de combat en Ukraine, a indiqué mardi en début d'après-midi à l'AFP un responsable de l'Alliance. «L'Otan et les Alliés apportent une aide militaire sans précédent à l'Ukraine. Nous l'avons fait depuis 2014 et nous sommes passés à la vitesse supérieure après l'invasion russe à grande échelle. Mais il n'y a aucun projet de troupes de combat de l'Otan sur le terrain en Ukraine», a souligné ce responsable de l'Alliance.

Or, dans l'OTAN, n'y a-t-il pas la France ?... O. Scholtz confirme. Comprenez qui pourra.

Le chancelier allemand affirme au lendemain des propos du président français n'excluant pas cette perspective, qu'«aucun soldat» ne serait envoyé en Ukraine par des pays d'Europe ou de l'Otan. Il juge lors d'une conférence de presse que «ce qui a été décidé entre nous dès le début continue à être valide pour l'avenir», à savoir «qu'il n'y aura aucune troupe au sol, aucun soldat envoyé ni par les Etats européens, ni par les Etats de l'Otan sur le sol ukrainien».

Un désaveu total des déclaration du président français. Ces réactions montrent à l'évidence plus qu'une divergence entre alliés. La Conférence et la déclaration de E. Macron ont donné l'occasion de constater à quel point la coalition anti-russe est profondément divisée. Et c'est la France qui semble en faire les frais.

Critiqué à l'étranger, le président français l'est aussi dans son pays.

- «L'envoi de troupes en Ukraine ferait de nous des belligérants (...) Cette escalade verbale belliqueuse d'une puissance nucléaire contre une autre puissance nucléaire majeure est déjà un acte irresponsable» Jean-Luc Mélenchon

- Marine Le Pen à l'Assemblée Nationale ne s'est pas retenue : «Le premier devoir d'un pays c'est de ne disposer de la vie de ses soldats que pour défendre son indépendance ou pour préserver son intégrité ou alors s'engager, si, dans

le cadre d'une alliance des obligations ont été contractées. Mais là sur un terrain extérieur, il faudrait intervenir militairement avec nos soldats ?», a critiqué la chef de file des députés RN ajoutant : «En affirmant que l'envoi de troupes au sol n'était pas exclu, Emmanuel Macron a franchi une étape supplémentaire vers la cobelligérance, faisant planer un risque existentiel sur 70 millions de Français et plus particulièrement sur nos forces armées».

Il en est de même des autres représentants du paysage politique français : les socialistes, les Républicains... et une multitude d'«alliés» qui désapprouvent en silence.

Chacun sait combien la légalité du président ne coïncide plus depuis longtemps avec sa légitimité. E. Macron aurait été inspiré de la tester si l'esprit de la Constitution avait été respecté. Mais le suicide politique n'est pas dans les moeurs de la «classe politique» française. La France n'est plus en 1969. Mais cela est une autre affaire...

Un exemple suffit pour le montrer. Quelques heures après une polémique suscitée par ses déclarations E. Macron a demandé au gouvernement de faire devant le Parlement une déclaration «relative à l'accord bilatéral de sécurité conclu avec l'Ukraine» le 16 février. Un débat avec vote au Parlement sur l'accord de sécurité avec l'Ukraine a été décidé, conformément à l'article 50-1 de la Constitution.

1.- Ce débat n'a rien à voir avec la cause qui l'a provoqué. Ce n'est pas l'accord de sécurité avec l'Ukraine qui fait débat, mais l'annonce de l'envoi de soldats français en Ukraine.

2.- Le président français décide, signe un accord et demande après coup un débat à une Assemblée qui aurait dû être préalablement consultée, comme dans n'importe quelle «démocratie». N'est-ce pas à cette situation que se trouve confrontée la Maison Blanche face au Sénat ? Rétrospectivement, cette conférence était plutôt mal partie, rien qu'à constater la qualité des participants.

La communication élyséenne se fé-

licitait de l'accueil de dizaine de chefs d'Etat. Mais, Ni V. Zelensky (occupé à préparer sa visite en Arabie Saoudite et dans les Balkans), ni J. Biden (tout à sa campagne électorale dans le Michigan), ni R. Sunak (en fin de cycle difficile)... en somme les principaux acteurs de l'Occident en guerre, n'étaient présents.

Washington a délégué un anonyme sous-secrétaire d'Etat chargé de l'Europe. C'est dire à quel point cette rencontre était stratégique. E. Macron va lui donner une dimension médiatique de première grandeur. Cela ne signifie pas que les questions abordées par le président français étaient sans importance.

Un peu d'histoire. Commençons par noter qu'en réalité, le pavé qu'il a lancé est sans objet. Le président français «prévoit» le passé en regardant l'Ukraine dans le rétroviseur. En effet, les soldats occidentaux sont déjà en Ukraine et cela depuis bien avant le 22 février 2022.

Ils le sont dans le cadre stratégique général de l'extension de l'OTAN vers l'est et cela depuis les premières années 2000 lorsque Washington s'est aperçu que le remplaçant de B. Eltsine à la tête de la Russie ne «consentait» plus.

La confirmation est venue lors du discours de V. Poutine à la Conférence de Munich en février 2007.

A l'évidence, un partenariat d'égal à égal n'est plus d'actualité pour l'«hyperpuissance» américaine dès 1991. Le ver était dans le fruit et la crise actuelle en est l'aboutissement inévitable. Toutes les autres explications n'ont pas qu'une valeur polémique, par ailleurs parfaitement compréhensible : la communication est un autre espace de la guerre.

La présence militaire occidentale en Ukraine est un secret de Polichinelle. Et les soldats de Macron (qui en a une exacte connaissance) ont été précédés par des légions armées jusqu'aux dents. Cela commence par le «coup d'Etat de Maidan» auquel les services occidentaux ont apporté un concours décisif.³

Cela n'a pas cessé depuis. La CIA est présente en Ukraine con-

tre la Russie. A la veille de la Conférence de Paris et du pavé dans la mare macronien, le NY Times en a jeté un autre.⁴

Un reportage qui a nécessité plus de 200 entretiens en Ukraine, en Europe et aux États-Unis. En quoi consistent les révélations croustillantes du NYT ?

La Centrale américaine possède 12 bases secrètes en Ukraine, au plus proche du front ainsi que deux bases spécialisées dans l'interception des communications russes. La CIA fournit des renseignements opérationnels et aide les Ukrainiens à identifier les cibles russes. Elle communique toutes données nécessaires au suivi des mouvements des troupes russes et contribue à la formation et au soutien d'espions. Les journalistes du NYT ont visité «un centre nerveux secret de l'armée ukrainienne». Ils y ont été accueillis par l'un des principaux responsables des services de renseignement. Ce général ne s'en cache pas : «la base est presque entièrement financée, et en partie équipée, par la C.I.A». À «Cent dix pour cent» précise-t-il. Le New York Times souligne que «ce partenariat en matière de renseignement entre Washington et Kiev est l'un des piliers de la capacité de l'Ukraine à se défendre». Selon un responsable européen (qui a gardé l'anonymat), il ne s'agissait pas seulement d'aider, mais de «contrôler» l'Ukraine. (LCI, L. 26 février 2024)

Deux personnages joueraient un rôle essentiel. William Burns et Kyrylo Budanov (RFI, L. 26/02/2024).

W. Burns (directeur de la CIA) qui en est, depuis 2022, à sa 10^{ème} visite en Ukraine le J 22 février 2024. Diplomate, polyglotte, ancien ambassadeur en Russie et en Israël, W. Burns est un acteur majeur dans le conflit.

K. Budanov, le chef de renseignement militaire ukrainien. Le NY Times révèle qu'il a été formé par la CIA, membre de l'unité 2245 encadrée par l'Agence.

Les seules questions qui vaillent et sur laquelle le NYT, ni d'ailleurs les médias qui le relaient, ne s'attarde pas est celle-ci : sachant que les in-

formations sensibles sur les opérations militaires en Ukraine sont frappées du secret le plus hermétique, qui a fait fuiter les informations sur la participation de la CIA au conflit ukrainien et quels sont les réels objectifs de cette publication ?

La présence en Ukraine de combattants étrangers n'est pas révélée officiellement mais elle n'est niée par personne. La Légion internationale pour la défense territoriale de l'Ukraine est une unité militaire de la légion étrangère volontaire de la force de défense territoriale ukrainienne créée par Kiev à la demande du président Volodymyr Zelensky pour combattre lors de l'invasion russe de l'Ukraine.

Le 6 mars 2022, selon le ministre ukrainien des Affaires étrangères Dmytro Kouleba, plus de 20 000 personnes de 52 pays se sont portés volontaires pour se battre pour l'Ukraine ; plusieurs milliers d'autres auraient rejoint les rangs après cette annonce. Il n'a pas mentionné le nom des pays d'origine des volontaires, affirmant que certains pays interdisent à leurs citoyens de se battre pour d'autres pays.

Conçue sur le modèle des «brigades internationales» qui avaient en 1936 combattues pour la République en Espagne, la formation de la Légion internationale prend racine sur les bataillons de volontaires ukrainiens utilisés au début de la guerre du Donbass en 2014.

Bien que ces unités aient été officiellement intégrées à l'Armée ukrainienne, certaines unités telles que la Légion géorgienne jouissent d'une certaine autonomie au sein des forces armées.

A suivre

Notes:

3. O. Techynskiy, A. Solodounv et D. Stoykov ont consacré un documentaire instructif au cœur des événements en 2014. «Kiev en feu. Maidan se soulève», 80 mn. Diffusé par ARTE le lundi 16 février 2015.

4. Adam Entous et Mickael Schwirtz : «La guerre des espions : comment la CIA aide secrètement l'Ukraine à combattre Poutine.» <https://www.nytimes.com/2024/02/25/world/europe/cia-ukraine-intelligence-russia-war.html>

24 février 1971-24 février 2024 en 62 années d'indépendance
53 ans après, quel regard pouvons-nous porter sur la nationalisation des hydrocarbures ?

Par M'hamed Abaci

2^{ème} partie

Et, en parallèle, trois super-ministères sont créés : le ministère de l'Énergie et des Industries chimiques et pétrochimiques, le ministère de l'Industrie lourde et le ministère de l'Industrie légère.

A travers ces nationalisations réussies, très vite, une série de nationalisations a été suivie dans plusieurs pays producteurs de pétrole tels que la Libye, l'Irak et le Venezuela, entre autres. L'Algérie apparaissait comme étant la voix du tiers-monde et le reste des pays producteurs de pétrole venaient de remporter une victoire. L'Algérie a accru sa puissance régionale et son influence au point où elle est devenue l'une des puissances économiques les plus importantes de l'Afrique et du tiers-monde.

En effet, la Sonatrach s'identifiait déjà à l'État algérien. Autrement dit, la Sonatrach, véritable État dans l'État où règne l'accélération de la renaissance d'une industrie pétrochimique aux valeurs technologiques hautement capitalistiques pour une Algérie que nous percevions en devenir un pays développé dans l'histoire du cinquantenaire de l'indépendance de l'Algérie.

Oui, c'était l'époque où l'Algérie qui présidait les destinées de l'OPEP dans les années 1970, en l'occurrence le Dr Liamine Khene, figure éminente de la révolution, ancien ministre et ancien secrétaire général de l'Opep, décédé le

14 décembre 2020 à l'âge de 89 ans. En assurant le poste de secrétaire général de l'Opep, il a joué un rôle stratégique dans une période historique de la vie de l'Organisation. Ainsi, l'Algérie a mené toute une politique géostratégique et géopolitique qui a considérablement révolutionné le marché pétrolier dans le monde, selon les statistiques, elle apportera sa contribution active au sein de l'Opep dans les réajustements successifs des prix survenus depuis 1973 et favorisé par un renversement de la tendance du marché au profit des pays producteurs de pétrole et les prix du baril ont augmenté de 3 dollars en 1968 à 30 dollars en 1978, pour atteindre, enfin, 40 dollars en 1980 au profit des pays producteurs de pétrole. L'Opep, sa part dans la production mondiale de pétrole s'est relevée à (55% en 1970, 42,6% en 2017, 34,7% en 2020) et des matières premières dans le réajustement des prix sur les marchés mondiaux. Sur le plan économique : L'Algérie, nouvellement indépendante, pensait déjà à l'après-pétrole, un vaste plan de valorisation des hydrocarbures à travers le plan (Valhyd), mis en route qui devait faire de notre pays un géant industriel dans la pétrochimie à l'échelle africaine outre les infrastructures et équipements mis en place, plusieurs réalisations oléoduc ou pipe-line et ensuite pour en assurer l'exploitation à l'actif de Sonatrach. A l'époque, les enjeux économiques de l'Algérie tournaient autour de l'industrie industrialisante avec une technologie capitaliste, com-

posée principalement de diverses technologies, notamment allemande, française et américaine. Alors que l'Algérie était à l'époque très loin de connaître l'aisance financière, dont allait bénéficier le pays en 1982, 1984 et depuis 2000 à 2014. Un tel processus s'inscrivait dans le cadre d'une vision claire quant à la place et au rôle de l'Algérie dans le monde et d'une stratégie d'exploitation d'utilisation de ses ressources pour bâtir une économie diversifiée et forte.

Ainsi, furent engagés des plans de développement triennal de 1967 à 1969, quadriennaux de 1970 à 1973 et de 1974 à 1977, et enfin, la valorisation des hydrocarbures dite «plan Valhyd» pour développer une industrie pétrolière et gazière. En effet, Il faut dire que par le passé, l'argent de la rente avait une valeur économique réelle et l'argent de l'Etat appartenait à la nation et ne devait pas être dilapidé. La disponibilité croissante des revenus pétroliers et gaziers a servi à financer un effort sans précédent des plans spéciaux pour l'équilibre régional ainsi que la création et le développement de plusieurs entreprises et banques publiques, le développement national, accéléré et affranchi des contraintes de profit, caractérisées par l'accumulation productive, le développement économique, le progrès social, la prospérité partagée.

La part de l'industrie n'a cessé de se développer pour atteindre 18% et 25% du PIB. L'Algérie produit alors presque tout, dont notamment des tracteurs, des wagons, camions, bus, chalutiers, grues, machines-outils, fer, mercure, or, etc.

Des engrais, des grues, moissonneuses-batteuses, produits pharmaceutiques, produits alimentaires, médicaments, vêtements, chaussures, tenues sportives et de travail, robinets, serrures, meubles, compteurs électrique, pompes à essence, pompes hydrauliques, mobylettes, bicyclettes, téléviseurs, frigos, climatiseurs, cuisinières, nos wagons de matières premières minières et de marchandise, nos emballages. L'OFLA (Office des fruits et légumes algériens), grâce à des représentations dans plusieurs capitales à l'étranger et ports internationaux, gérait au mieux l'exportation de quantités de produits agricoles impressionnantes qui remplissaient les navires de la CNAN destinés à l'exportation.

Oui, en 14 ans, la politique des années 1970 a transformé la société et jeté les bases de l'industrialisation du pays, dont un tissu industriel et manufacturier appréciable et un potentiel agricole de près de 9 millions d'hectares. Notamment, l'Algérie s'est dotée d'une plateforme industrielle diversifiée et importante avec la création de près de 70 zones industrielles, les fleurons de l'industrie nationale et des milliers d'entreprises à travers le pays, entre autres : la réalisation de grands ensembles industriels et technologiques (production et transformation) couvrant, notamment l'énergie, la pétrochimie, la mécanique, la sidérurgie, l'électronique, la pétrochimie, ciment, plastique, agroalimentaire, métallurgie, industrie pharmaceutique, pêche, mine, hydraulique.

A suivre

Bir El Djir

Réception le mois prochain de 1.800 logements sociaux à Sidi El Bachir

D. B.

Le projet des 1.800 logements sociaux de Sidi El Bachir dans la commune de Bir El Djir sera réceptionné au courant du mois d'avril prochain, indiquent les services de la wilaya. Ce programme destiné aux mal-logés a atteint un taux d'avancement des travaux dépassant les 95%. Selon les mêmes sources, quelque 9.000 demandes de logement ont été déposées au niveau de la daïra. La commission de daïra s'attèlera à l'étude de l'ensemble des dossiers au cas par cas pour déterminer les priorités. Le wali d'Oran M. Saïd Sayoud avait insisté pour la livraison de ce projet dans les délais fixés à savoir 18 mois. Le chef de l'exécutif a en outre instruit la commission chargée de l'étude des dossiers de passer au peigne fin la liste des demandeurs pour ne retenir que les dossiers répondant aux critères exigés. Par ailleurs, la commune de Bir El Djir a bénéficié, récemment, de plusieurs projets d'aménagement urbain au profit de plusieurs quartiers et axes routiers, pour près d'un milliard DA, permettant d'éliminer les points noirs en matière d'environnement, et partant améliorer les conditions de vie des citoyens, a déclaré, mardi, le wali d'Oran, Saïd Sayoud. Le wali a indiqué, dans une déclaration à la presse

en marge d'une visite d'inspection des projets de développement urbain dans la commune de Bir El Djir, que cette dernière a bénéficié d'importants projets dans le domaine des travaux publics, d'eau et d'assainissement, financés par le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, du budget de la wilaya et celui de la commune, avec une enveloppe financière de 951 millions, qui bénéficiera à leur achèvement, à l'amélioration des conditions de vie des citoyens de cette commune qui avec les communes d'Oran et d'Es-Sénia constituent le « Grand Groupement d'Oran ».

Le même responsable a inspecté trois grands projets dans la commune de Bir El Djir, qui ont mobilisé une enveloppe financière de 710 millions DA, notamment les grands axes routiers, la route du Nord, la route des Platanes et la route du 1^{er} Novembre, qui comprennent, selon les explications fournies sur place, la réhabilitation du réseau d'évacuation des eaux usées, la séparation du réseau d'évacuation des eaux pluviales du réseau des eaux usées et le renouvellement du réseau d'eau potable, en plus de la réhabilitation du bitume. Selon les explications fournies, les trois projets visent à résoudre le problème de l'accumulation des eaux pluviales et la

remontée des eaux usées, ainsi que l'amélioration de la circulation dans les quartiers résidentiels et les conditions de vie des citoyens.

Le wali d'Oran a également inspecté le projet de réhabilitation urbaine du village de Belgaïd pour un montant de 44 millions de dinars, où le taux d'avancement des travaux a atteint 80% et qui devrait être achevé dans les prochains mois. Le « nouveau boulevard », dans la commune de « Sidi El Bachir », au niveau de la même commune, a bénéficié pour sa part d'un projet de renouvellement des conduites d'évacuation des eaux usées, avec une enveloppe financière de 40 millions DA, dont les travaux sont actuellement en cours. Un autre projet relatif à l'achèvement d'une nouvelle station de relevage des eaux usées, pour une enveloppe financière de 70 millions DA, a été approuvé au cours de cette visite. Cette station permettra d'éviter le problème de l'écoulement des eaux usées dans le village de Sidi El Bachir et au chef-lieu de la commune de Hassi Bounif. De leur côté, Haï El Yasmine et la rue Frih Benkabou ont bénéficié de deux projets d'aménagement urbain d'une enveloppe financière totale estimée à 87 millions DA, dont les travaux ont débuté récemment et devraient s'achever prochainement.

Bilan de la protection civile 2023 Des interventions et des milliers de personnes secourues

J. Boukraa

Les services de la protection civile de la wilaya d'Oran ont enregistré une série d'interventions majeures au cours de l'année 2023, couvrant des opérations de sauvetage, d'évacuation vers divers centres de santé et hôpitaux, ainsi que des secours à un nombre important de victimes de tous âges et sexes. Durant cette période, 15.703 personnes dont des victimes d'accidents domestiques, des personnes âgées et d'autres malades chroniques entre autres ont été évacuées vers différents centres de santé avec malheureusement 94 décès enregistrés. Les interventions liées aux accidents de la route ont

également été nombreuses, avec 2.551 accidents recensés ayant engendré 2.611 blessés et 59 décès.

Concernant les incendies, 366 interventions ont été réalisées, permettant de secourir 68 personnes blessées, mais malheureusement 10 décès ont été également enregistrés.

Pour les cas d'asphyxie au monoxyde de carbone, 29 interventions ont eu lieu avec le sauvetage de 63 victimes, mais aussi le décès de 10 personnes. Aussi 11.388 interventions ont été menées par les services de la protection civile dans diverses opérations comme les chutes, découvertes de cadavres, les noyades entres autres avec un total de 207 décès enregistrés.

Vol dans une bijouterie à Aïn El Turck Un individu arrêté, des bijoux, 60 millions de centimes et 2.200 euros récupérés

K.Assia

Un quadragénaire impliqué dans une affaire de vol de bijoux de l'intérieur d'une bijouterie a été arrêté par les services de la sûreté de daïra de Aïn El Truck, à la suite d'une plainte déposée par la victime. En effet, les investigations diligentées après l'exploitation du renseignement et les déclarations de la victime ont permis aux enquêteurs d'identifier l'auteur et de localiser son emplacement. Les poli-

ciers avisent le procureur de la République près le tribunal de Aïn El Turck et le mandat d'arrestation en plus de la perquisition ordonnée et effectuée dans son domicile ont donné lieu à la saisie d'une quantité de bijoux sous forme de bracelets, colliers, des bagues, des boucles d'oreilles, des montres, et ils ont aussi récupéré une somme en devises de l'ordre de 2.200 euros et un montant de 60 millions de centimes. Il sera présenté au tribunal pour vol.

Opération police-gendarmerie 29 individus recherchés arrêtés à Aïn El Turck

K.Assia

29 individus recherchés ont été arrêtés au cours d'une opération d'envergure lancée par les services de la police en collaboration avec les unités de la gendarmerie d'Oran.

Cette opération qui a mobilisé d'importants moyens humains et matériels de ces deux corps de sécurité a ciblé plusieurs quartiers et localités relevant de la compétence territoriale de Aïn El Turck et 206 individus ont été interpellés et soumis à un examen de situation. 40 ont été arrêtés, dont 30 sont recherchés par des mandats d'arrêt et 10 sont impliqués dans plusieurs affaires de commercialisation

de stupéfiants, port d'armes prohibées entre autres. Les unités d'intervention ont saisi 889 comprimés psychotropes de différentes marques, 125 gr de kif traité, 21 armes blanches, 1 fusil de chasse, en plus d'un montant de 113 millions de centimes provenant des activités criminelles. Ils ont aussi procédé au contrôle de 267 véhicules et 51 motos. Ils ont mis en fourrière 29 motos pour diverses infractions. Concernant l'activité commerciale, ils ont contrôlé 10 commerces et ont proposé cinq d'entre eux à la fermeture pour absence d'hygiène. Près de 50 kg de viande impropre à la consommation ont été saisis.

ILS NOUS ONT QUITTES... HIER

Benhemed Kawter Chiraz, 90 ans, Bir El Djir
Gharbi Malika, 73 ans, Es-Sénia
Driss Abdelhamid, 78 ans, Oran
Benguoua Med, 86 ans, Sidi El Bachir

Horaires des prières pour Oran et ses environs

21 chaâbane 1445				
El Fedjr 06h07	Dohr 13h15	Assar 16h31	Maghreb 19h04	Icha 20h21



Deux trafiquants de drogue dont un baron arrêtés

Plus d'un kg de cocaïne, 1.000 comprimés Ecstasy et plus de 2 milliards saisis

K.Assia

Un réseau de crime organisé spécialisé dans le trafic et la commercialisation de la drogue dure vient de tomber dans les filets de la brigade de lutte antistupéfiants de la police judiciaire de la sûreté d'Oran. Deux individus, des repris de justice dont un baron de drogue ont été arrêtés et une quantité de 1 kg et 70 grammes de cocaïne, 1.000 comprimés psychotropes de marque Ecstasy et un montant de 2 milliards et 160 millions de centimes ont été saisis dans le cadre de cette affaire. L'opération entre, selon les services de la police, dans la lutte contre le crime organisé. En effet, l'exploitation du renseignement et surtout le travail opéré sur le terrain ont permis aux enquêteurs de connaître le mode opératoire des membres de ce réseau criminel.

La perquisition et l'extension de compétence ordonnées par le tribunal d'Oran ont donné lieu à l'arresta-



tion de deux individus dont un baron de drogue et à la saisie de 1.000 comprimés psychotropes de marque Ecstasy, 1 kg et 70 gr de cocaïne, 70 gr de kif, 3 chaines en or, un montant

de 2 milliards et 160 millions de centimes et un véhicule utilisé dans le transport et la commercialisation des stupéfiants. Ils seront présentés au tribunal après enquête.

Direction des services agricoles Appel à la culture du tournesol pour l'autosuffisance alimentaire

J. Boukraa

Dans le cadre du programme de développement agricole en Algérie, la culture des plantes oléagineuses revêt une importance cruciale pour atteindre l'autosuffisance alimentaire et réduire la dépendance aux importations. La Direction des services agricoles de la wilaya d'Oran lance ainsi un appel aux agriculteurs locaux pour participer activement à ce programme, notamment en s'engageant dans la culture du tournesol. Pour rejoindre ce programme, les agriculteurs doivent s'inscrire auprès de la Direction des services agricoles au niveau régional et signer une deman-

de d'adhésion. Une fois inscrits, ils établissent un accord avec un opérateur économique agréé, qui fournira les intrants nécessaires tels que les semences et les engrais, et s'engage à acheter la récolte à venir.

En soutien à cette initiative, la Direction des services agricoles accorde une aide financière de 3.000 DA par quintal aux agriculteurs participants. Cette mesure vise à encourager l'engagement dans la culture du tournesol et à garantir la viabilité économique de cette entreprise. La culture du tournesol, intégrée dans le programme national de développement des cultures oléagineuses, vise à répondre aux besoins nationaux en

huile de table et à diminuer la facture d'importation. Des expériences préliminaires menées dans différentes wilayas ont déjà démontré le potentiel de cette culture, avec des rendements prometteurs. En effet, le tournesol peut offrir un rendement allant jusqu'à 30 quintaux par hectare lorsqu'une gestion appropriée est appliquée. Afin d'accompagner les agriculteurs tout au long du processus, un comité local est mis en place pour fournir un soutien technique et administratif. Des programmes d'orientation seront organisés pour garantir une mise en œuvre efficace des bonnes pratiques agricoles, de la plantation à la récolte.

TLEMSEN

Mobiliser toutes les forces contre le cancer

S'appuyer sur un panel d'experts locaux de chirurgiens, épidémiologistes, oncologues, radiothérapeutes notamment, pour les accompagner dans l'évaluation de la politique de santé et du plan de lutte contre le cancer au niveau local, tel est l'objectif de la journée scientifique, organisée jeudi par la commission de santé et de l'environnement de l'APW sous le slogan «gouvernance des politiques de santé et lutte contre le cancer».

Khaled Boumediene

Pour le chef de service d'épidémiologie du CHU, Kaouel Meguenni, «le constat a de quoi faire frémir, mais il ne faut pas sombrer dans le pessimisme car de grandes avancées ont été réalisées dans ce domaine. L'effort de tous les acteurs est plus que souhaité, il est exigé. Il faut mobiliser toutes les forces pour lutter contre cette maladie-là, la plus redoutée des Algériens». En effet, Pr. Kaouel Meguenni estime que le cancer est en nette augmentation depuis quelques années. « Nous avons des données régulières chaque année et nous publions un rapport tous les trois ans sur l'incidence et la survie des cancers. Grossièrement, je dirai que l'incidence du cancer dans la wilaya de Tlemcen se situe autour de 120 à 130 cas pour 100.000 habitants, beaucoup plus fréquents chez les femmes que chez les hommes. Chaque année, on enregistre 1.500 à 2.000 cas de cancers toute localisation confondue, essentiellement le cancer du sein chez la femme. Chez l'homme c'est beaucoup plus le cancer de la vessie, la prostate, les cancers colorectaux et les cancers

broncho-pulmonaires qui commentent à se positionner parmi les cinq localisations les plus fréquentes », précise Pr. Kaouel Meguenni, soulignant qu'une nette amélioration a été enregistrée dans la survie des cancers du sein. « C'est dû au diagnostic précoce, à la thérapeutique, à la prise en charge plus ou moins adéquate... Des améliorations sont constatées dans la prise en charge par exemple des diagnostics précoces des cancers broncho-pulmonaires et de la vessie », ajoute ce spécialiste d'épidémiologie.

De son côté, le chef de service de la chirurgie B, Pr. Salim Oujdi, a mis l'accent, lors de son intervention, sur le lancement de nouveau (après le Covid 19) de la réunion de concertation pluridisciplinaire du CHU, qui constitue un espace d'échanges sur les stratégies diagnostiques et thérapeutiques entre spécialistes de plusieurs disciplines. « Le dossier de tout nouveau patient atteint de cancer doit bénéficier d'un avis émis en RCP par spécialité. Il en est de même lors de toute modification substantielle du traitement. Cet avis est communiqué au patient et placé dans son dossier médical. Il contribue à l'établissement d'un statut administratif

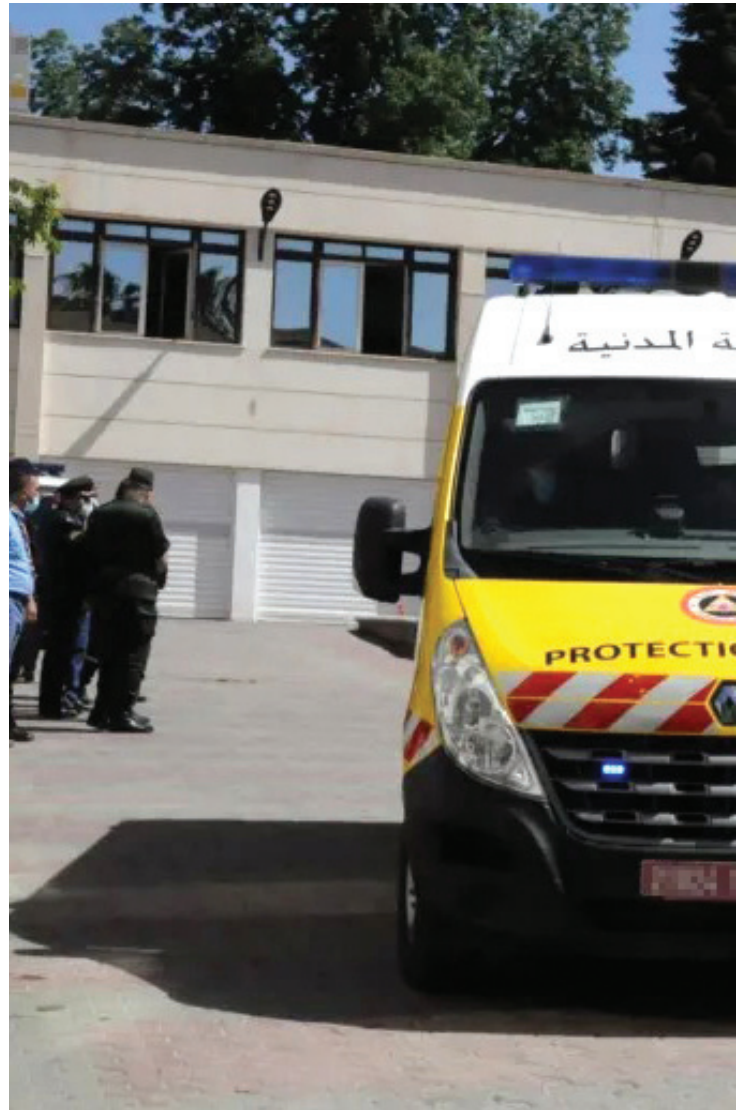
ou même médico-légal personnalisé de soins. L'idéal est d'installer en plus du CHU une RCP au niveau du centre de lutte contre le cancer et l'EHS, et assurer leur pérennisation », expliquera Pr. Salim Oujdi.

Plusieurs thématiques dédiées à la prise en charge, l'accompagnement (feuille de route), le dépistage et la prévention du cancer, ont été présentées par Dr. Brekssi Hassaine Amina, les épidémiologistes Chabni Nafissa et Soumia Ghomari et l'oncologue Alaa-Eddine Saïdi, lors de cette journée, qui a vu la présence du wali, du président de l'APW, et des cadres du secteur de la santé, des représentants des caisses de la sécurité sociale ainsi que les directeurs de l'exécutif et chefs des dairas.

A noter qu'à cette occasion, une réception a été organisée en l'honneur des familles du soignant mort sur le front de l'épidémie du Covid 19, Pr. Mourad Hadjaj-Aouel et des décédés Pr. Zouhir Massen, Djelloul Hamza Cherif et Pr. Aouicha Derragui ainsi que les spécialistes retraités, Pr. Abdessamad Oussadit, Pr. Mokhtar Benkalfat et Mouffok Kherbouche et le Pr. Kaouel Meguenni toujours en poste au CHU de Tlemcen.

TIARET

Un enseignant décède en plein cours



El-Houari Dilmi

La communauté universitaire est en deuil : un enseignant de génie civil est décédé mercredi en salle de cours au niveau du département de génie civil, relevant de l'université «Ibn Khaldoun» de Tiaret. En effet, l'enseignant, maître-assistant de

grade, dispensait son cours quand il a été soudainement pris d'un malaise cardiaque avant de décéder avant l'arrivée des secours. Sa dépouille a été transférée à la morgue de l'hôpital 'Youcef Damardji » de Tiaret, avant son évacuation vers Sidi Bel Abbès d'où il était originaire pour y être inhumé.

CHLEF

Saisie de fausse monnaie, deux arrestations

Abbad Miloud

Des informations sont parvenues à la brigade de la gendarmerie de la commune de Sendjas faisant état que deux personnes, un homme et une femme, à bord d'un taxi qui payent les épiciers en monnaie falsifiée après l'achat de diverses marchandises. Les investigations menées par les gendarmes se sont soldées par l'arrestation des

deux suspects au niveau d'un barrage. Après la fouille, les gendarmes ont découvert en leur possession 40 billets falsifiés de coupure de 2.000 DA. Après autorisation du procureur de la République, il a été procédé à la fouille du logement d'un suspect où les gendarmes ont découvert 40.000 DA en fausse monnaie. Les deux mis en cause ont été présentés aux autorités judiciaires concernées.

NAÂMA

Des aides pour plus de 19.000 familles

Plus de 19.000 familles démunies bénéficieront, dans la wilaya de Naâma, de l'allocation de solidarité octroyée chaque année par l'Etat à cette catégorie de la société, durant le mois de ramadhan, a-t-on appris, jeudi, du directeur local de l'Action sociale et de Solidarité.

M. Kada Benamar a précisé que 189 millions de dinars, mobilisés grâce à un montage financier puisé des budgets du ministère de la Solidarité, de la Famille et de la Condition de la femme, de la wilaya, des communes, ainsi que du Fonds de garantie et de solidarité des collectivités locales, ont été

consacrés à cette action citoyenne. Par ailleurs, les 12 communes de cette collectivité locale des Hauts-plateaux de l'Ouest prévoient de verser, avant le début du mois sacré, les aides financières dans les comptes postaux des familles concernées, et ce à la faveur de l'achèvement, au niveau des services compétents de ces communes de l'opération inhérente à l'actualisation et la validation des listes des familles éligibles à cette aide, sachant que cette allocation est destinée exclusivement aux chefs des familles démunies et vulnérables, ainsi qu'aux personnes aux besoins spécifiques.

Un apport supplémentaire pour les barrages

Le taux de remplissage des barrages de la wilaya de Tlemcen a atteint 27,3% de leurs capacités de stockage, à la faveur des dernières précipitations enregistrées dans cette région du Nord-ouest, a-t-on appris, jeudi, de la Directrice locale des Ressources en eau, Mme Ould Yerrou Aouali.

Mme Ould Yerrou Aoualia déclaré à l'APS que les pluies, qui se sont abattues dernièrement sur le territoire de la wilaya, ont donné lieu à un apport supplémentaire en eau évalué à 3 millions de mètres cubes.

La même source a précisé que le barrage de Beni Bahdel a reçu un nouvel apport en eau estimé à 750.000 mètres cubes, celui d'El

Mefrouch 41.000 m3, Sidi El Abdelli plus de 2 millions de m3, alors que les ouvrages de Hammam Boughrara et Essekkak en ont reçu respectivement 139.000 et 600.000 m3.

La même responsable a fait savoir que le volume des eaux retenues dans les cinq barrages permet d'assurer les besoins en AEP de la population et de l'irrigation agricole de la wilaya, indiquant que la wilaya de Tlemcen s'appuie également sur les eaux produites par les stations de dessalement de l'eau de mer pour faire face au problème d'approvisionnement en eau potable auquel elle est souvent confrontée, particulièrement pendant la période estivale.

Elle a précisé que le volume des eaux retenues par le barrage de Beni Bahdel dépasse les 4 millions de mètres cubes, celui d'El Mefrouch est évalué à 684.000 m3, Sidi El Abdelli (2 millions m3), Hammam Boughrara plus de 75 millions de m3 et le barrage d'Essekkak 13 millions de mètres cubes.

Il convient de signaler que la capacité théorique cumulée des cinq barrages de la wilaya est évaluée à 353 millions de mètres cubes, répartis à raison de 52 millions de m3 pour le barrage de Beni Bahdel, El Mefrouch 14 millions de m3, Sidi El Abdelli 102 millions m3, Hammam Boughrara 161 millions m3 et Essekkak 24 millions de m3.

AÏN TEMOUCHENT

Encourager l'esprit d'entrepreneuriat à l'université

Le ministre de l'Economie de la Connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises Yacine El Mahdi Oualid a insisté, jeudi à Aïn Temouchent, sur "la nécessité de faire de l'Université algérienne le cœur battant de l'économie nationale".

M. El Mahdi Oualid, accompagné du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a déclaré, lors d'une visite de travail et d'inspection à l'université Belhadj Bouchaïb d'Aïn Temouchent, que "faire de l'université algérienne le cœur battant de l'économie nationale nécessite d'encourager l'esprit d'entrepreneuriat au sein de l'Université et de soutenir l'entrepreneuriat sous toutes ses formes classiques et celles liées aux startups, aux micro-entreprises et aux projets innovants".

Le ministre a déclaré, lors d'une rencontre du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

scientifique avec la famille universitaire, que "notre rôle est d'accompagner et de présenter les opportunités de formation disponibles qui se multiplient et les moyens de financement disponibles, en fonction de la nature de chaque projet, à l'image de ce que proposent le Fonds algérien des startups, l'Agence nationale de soutien et de développement de l'entrepreneuriat et les autres moyens de financement".

M. El Mahdi Oualid a souligné que l'"université d'Aïn Temouchent a été renforcée par plusieurs structures pour accompagner les porteurs de projets, qui sont aujourd'hui en force et leurs projets sont de très haut niveau", annonçant l'organisation d'un colloque régional à l'Université d'Aïn Temouchent, samedi prochain, encadré par le Fonds National pour les startups, dans le but de "mettre en place les moyens pour les nouvelles opportunités

offertes aux entrepreneurs, afin de leur permettre de réussir leurs investissements innovants".

D'autre part, les deux ministres ont supervisé la pose de la première pierre de cinq laboratoires de recherche scientifique et la mise en service d'un amphithéâtre à la Faculté des Sciences économiques, commerciales et de gestion. Ils ont également écouté une présentation détaillée sur les activités culturelles et sportives de l'Université Belhadj Bouchaïb.

A cette occasion, un centre de développement de l'entrepreneuriat a été inauguré par les deux ministres et un bureau de consultation, de recherche et de développement a été mis en service, en plus de l'inspection d'un incubateur d'entreprises, la visite d'un laboratoire de l'intelligence artificielle et ont pris part à une exposition mettant en relief différents projets ayant obtenu le label de projet innovant.

ANNABA

Projet de phosphate intégré : extension annoncée du port

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, M. Lakhdar Rekhroukh, a présidé la cérémonie de signature du marché relatif au projet d'extension du port d'Annaba pour la réalisation d'un quai minéralier dans le cadre du projet de phosphate intégré, a indiqué vendredi un communiqué du ministère.

Le marché a été conclu, jeudi, au siège du ministère entre l'Agence nationale de réalisation des infrastructures por-

tuaires (maître d'ouvrage) et un consortium algéro-chinois composé de China Harbour Engineering Company (CHEC), Cosider-TP et MEDITRAM, a précisé le communiqué.

La cérémonie de signature s'est déroulée en présence des cadres centraux du ministère, des cadres de l'Agence nationale des infrastructures portuaires et des responsables des entreprises chargées de la réalisation de ce projet d'envergure, selon la même source.

"La réalisation de ce projet stratégique permettra de développer la capacité d'accueil du Port d'Annaba et de faciliter le chargement, le déchargement et le transport du phosphate", a ajouté le ministère. Le consortium chargé de la réalisation de ce projet possède les qualifications et l'expertise requises dans le domaine des travaux maritimes en plus d'une expertise internationale avérée dans la réalisation des grands projets portuaires.

CONSTANTINE

Numérisation des actes fonciers d'avant 1961 "dans 6 mois"

Le directeur général du domaine national, Abderrahmane Kheddi, a insisté jeudi à Constantine sur la nécessité de parachever l'archivage et classification numériques des actes fonciers d'avant 1961 "dans un délai de six mois au maximum".

Lors de sa visite aux sièges de la direction régionale du domaine national et de la conservation foncière d'El Khroub, M. Kheddi a donné des instructions pour "accélérer l'opération", affirmant que la direction régionale du domaine "sera renforcée de moyens de numérisation et de scanner outre l'in-

tensification des heures de travail pour permettre au citoyen d'obtenir l'acte foncier au plus vite".

Il s'est également enquis de l'opération de numérisation des documents du cadastre et de remise des actes fonciers d'avant 1961 et de la gestion des archives de la direction régionale du domaine de Constantine qui couvre neuf wilayas de l'Est du pays.

Dans une déclaration à la presse, M. Kheddi a indiqué que la numérisation "repose sur les deux axes de l'automatisation des activités des services extérieurs du domaine national, du cadastre et de

la conservation foncière et l'offre d'un service public répondant à la demande du citoyen en temps acceptable".

Il a indiqué que de nouveaux mécanismes de paiement électronique seront mis en œuvre le mois prochain en attendant le lancement d'un portail électronique permettant au citoyen et usager du secteur d'extraire les plans cadastraux, certains actes et le certificat négatif.

Le directeur général du domaine national a invité les citoyens à se rapprocher des services fonciers proches pour recevoir les livrets fonciers prêts.

KHENCHELA

La zone d'activités de Kaïs réceptionnée avant la fin de l'année

Le projet d'aménagement d'une zone d'activités, dans la commune de Kaïs sera réceptionné "avant la fin de l'année en cours 2024", a-t-on appris jeudi du directeur local de l'urbanisme, de l'architecture et de la construction (DUAC), Saâdi Semati.

Dans une déclaration à l'APS, M. Semati a précisé que "les travaux du lot d'ouverture de routes et de raccordement aux réseaux d'alimentation en eau potable (AEP) et d'assainissement seront achevés prochainement avant le

lancement de la réalisation du second lot relatif à la confection des trottoirs et le raccordement au réseau de l'éclairage public en prévision de la mise en service de la zone d'activités de Kais avant la fin de l'année 2024".

La subdivision de la DUAC, à la daïra de Kaïs en collaboration avec l'Assemblée populaire communale (APC) de cette collectivité locale s'attèlent à octroyer l'autorisation à l'entreprise de réalisation pour l'ouverture du chemin communal n 29 en vue de faciliter l'opé-

ration de raccordement de la zone d'activités de Kaïs au réseau d'assainissement, a ajouté le même responsable.

Il a ajouté que les travaux d'aménagement de la zone d'activités de Kais lancés récemment s'effectuent sur une surface totale de 50 hectares et devront être réceptionnés dans un délai ne dépassant pas les 6 mois conformément au cahier des charges relatif au marché du projet qui a été scindé en deux lots pour accélérer la cadence de la réalisation.

TÉBESSA

Cap sur l'investissement dans le secteur minier

Les participants à une journée d'étude intitulée "wilaya de Tébéssa, développement et perspectives... au cœur des défis du secteur minier", organisée jeudi par les services de la wilaya, ont appelé à "élaborer une banque de données pour faire connaître et promouvoir les potentialités minières de la wilaya".

Au cours de la rencontre tenue au siège de la wilaya, les intervenants ont mis l'accent sur "la nécessaire mise en valeur des immenses atouts miniers de la wilaya pour attirer les investissements et la présentation des avantages accordés par les pouvoirs publics à l'investissement pour dynamiser le développement local et national, notamment dans la perspective de la prochaine entrée en exploitation du phosphate de Bled El Hedba, à l'extrême sud de Tébéssa".

Pour Mohamed Souane, président du comité scientifique de la journée, "il est impératif d'ouvrir par les secteurs de l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle de nouvelles spécialités en adéquation avec l'évolution technologique du secteur minier et les orientations de l'Etat ainsi que de valoriser les produits miniers dans leurs rapports avec les secteurs agricole et indus-

trial en veillant à la protection de l'environnement, de la population et des ressources naturelles".

Il a aussi insisté sur la création d'un tissu de petites et moyennes entreprises et de structures de recherche scientifique à l'université pour engager une dynamique socioéconomique associée au projet intégré d'exploitation du phosphate de Bled El Hedba.

Le wali, Saïd Khelil a rappelé la vocation minière de Tébéssa qui compte actuellement 30 mines et carrières (argile, calcaire, fer, phosphate, sable) en plus de diverses autres ressources minières inexploitées ou en voie de l'être dans le cadre de la stratégie publique de sortir de la dépendance à l'égard des hydrocarbures.

Il a ajouté que la wilaya aspire à un développement durable à impact positif sur les conditions de vie de la population à travers l'orientation vers l'investissement dans le secteur minier, soulignant que l'Etat œuvre actuellement à traiter et transformer les ressources minières avant leur exportation vers les marchés mondiaux.

Il a relevé que le projet de phosphate de Bled El Hedba, engagé en partenariat avec la Chine avec un investisse-

ment de plus de 6 milliards dollars, traduit la détermination de l'Etat algérien à investir dans les ressources minières, relevant que le projet permet l'extraction, la transformation et l'exportation de 6 million tonnes/an de phosphate.

Il a souligné que la wilaya a bénéficié à cet effet d'une usine de fabrication d'engrais phosphatés à El Aouinet, de la modernisation de la ligne ferroviaire Djebel El Onk-Oued Kebrit (Souk Ahras) sur 176 km, d'une centrale électrique de production de 700 mégawatts à El Ogla et deux autres centrales à énergie solaire à Bir El Ater et El Kouif.

Le chef du bureau de suivi de la promotion de l'investissement au ministère de l'Intérieur, des Collectivités Locales et de l'Aménagement du Territoire, Amir Saad Hamideche, a affirmé que "les pouvoirs publics œuvrent pour un équilibre économique entre les différentes régions du pays en application des directives du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune".

Il a également souligné que le projet de phosphate de Bled El Hedba "ouvrira des opportunités socioéconomiques à l'échelle locale et nationale et générera des richesses et des emplois pour les jeunes".

BOUMERDÈS

Près de 600 familles relogées dans trois communes

Le relogement de près de 600 familles, occupant des habitations précaires, a été lancé jeudi à travers trois communes de la wilaya de Boumerdès, a-t-on appris auprès de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI). Il s'agit, selon le directeur local de l'OPGI, Nait Abderrahmane Ahmed, en charge de cette opération en compagnie des autorités locales, "du relogement de près de 600 familles bénéficiaires de logements publics locatifs (LPL) dans les communes de Bordj Menail, Cap Djinet et Chaabat El Amer".

Il a assuré la mobilisation de tous les moyens matériels et humains nécessaires pour le bon déroulement de cette opération "qui sera suivie par d'autres actions similaires", dans le cadre de la mise en œuvre du Programme de distribution lancé, le 5 juillet dernier, à l'occasion de la célébration de la fête de l'Indépendance. Selon M. Nait

Abderrahmane, cette opération a profité à près de 500 familles occupant des constructions précaires dans la ville de Bordj Menaïel, relogées, à l'occasion, dans une nouvelle cité à la périphérie de la même ville, au même titre que 62 autres familles à Chaabat El Amer et 34 familles à Cap Djinet.

"Les habitations précaires libérées ont été immédiatement démolies après l'évacuation de leurs résidents", a-t-il, par ailleurs, assuré.

Le même responsable a fait part de la distribution, ces quatre dernières années (entre 2020 et fin 2023), à Boumerdès, de près de 24.500 logements (toutes formules confondues), dont 9.400 LPL, parmi lesquels 3.500 unités affectées au relogement des occupants des chalets.

A cela s'ajoutent 1.400 logements sociaux participatifs (LSP) et près de 5000 aides à l'habitat rural.

BOUIRA

La céréaliculture au menu

Farid Haddouche

La caisse nationale de mutualité agricole (CNMA) a organisé ce jeudi une rencontre régionale au niveau de l'hôtel AB PARK de Bouira, regroupant représentants du ministère de l'agriculture et du développement rural, de l'institut national des sols, irrigation et drainage (INSID), des représentants des chambres d'agriculture et des directions des services agricoles, ainsi que des céréaliculteurs venant de 13 wilayas (Batna, Sétif, M'sila, Bordj Bou Arridj, Médéa, Bejaïa, Tizi-Ouzou, Boumerdès, Alger, Blida, Tipaza, Djel et Bouira). Placée sous le slogan « La CNMA comme outil indispensable pour le développement de la filière des grandes cultures et la garantie de la sécurité alimentaire », cette journée a été, selon les organisateurs, « l'occasion de débattre des défis auxquels la filière céréalière est confrontée, de mettre en lumière les politiques adoptées pour

réduire leur impact et d'analyser la situation en vue de dégager des solutions efficaces ».

Cherif Benhabiles, directeur général de la CNMA, et président de l'Organisation des assurances africaines (OAA), souligne qu'« en organisant cette journée, la CNMA démontre son rôle clé dans l'élaboration d'une politique agricole inscrite dans le concept du développement durable. Cette politique vise à atteindre la sécurité alimentaire tout en préservant les ressources naturelles pour les générations futures ».

La CNMA a programmé cette rencontre régionale en collaboration avec le conseil national interprofessionnel de la filière des céréales et l'institut national des sols, irrigation et drainage (INSID), dans « l'optique de sensibiliser les céréaliculteurs sur l'importance des assurances agricoles en tant qu'outil essentiel pour la pérennité de leurs investissements et la garantie de la sécurité alimentaire du pays ».

Horaires des prières pour Alger et ses environs

21 chaâbane 1445

El Fedjr	Dohr	Assar	Maghreb	Icha
05h51	13h00	16h14	18h47	20h05



Equipe nationale - Succession de Belmadi Vladimir Petkovic nouvel entraîneur de l'EN



M. Zeggai

Le suspens quant à la succession du désormais ex-entraîneur national, Djamel Belmadi, a pris fin. En effet, pour mettre fin à toutes les rumeurs, la Fédération algérienne de football vient d'officialiser la nomination du Bosniaque Vladimir Petkovic à la tête des Verts. Ainsi donc, une page est tournée après que le président de la FAF, Walid Sadi, a jeté son dévolu sur Vladimir Petkovic après concertation de ses proches collaborateurs. Plusieurs entraîneurs ont été cités, ici et là, tels que les Vahid Halilhodzic, Hervé Renard, Jorge Sampaoli, Julien Lopetegui, Carlos Queiroz, Madjid Bougherra ou encore Vladimir Petkovic. Finalement, c'est ce dernier qui a été retenu pour diriger les Fennecs. Cela a été confirmé par un communiqué de la Fédération algérienne de football. «La FAF annonce la finalisation de l'accord désignant le **nouveau** sélectionneur national. L'entraîneur Bosnien Vladimir Petkovic est le nouveau sélectionneur national.

Le nouveau sélectionneur national arrivera à Alger demain et animera une conférence de presse lundi», indique l'instance fédérale. Petkovic (60 ans), qui détient également la nationalité suisse et croate, aura comme mission de qualifier les «Verts» à la prochaine CAN-2025 et au Mondial 2026. Ancien entraîneur de Lazio Rome lors de la saison 2012-2013, avec laquelle il avait remporté la Coupe d'Italie 2013 aux dépens du rival l'AS Rome, Petkovic s'est fait un nom avec la sélection suisse. Avec «La Nati», il a disputé deux phases finales de l'Euro (2016 et 2020) et une Coupe du monde 2018 en Russie. Vladimir Petkovic signera ses grands débuts en mars prochain, à l'occasion du tournoi «FIFA Series» au

cours duquel les Verts disputeront un premier match amical contre la Bolivie le 22 mars prochain avant d'enchaîner face à l'Afrique du Sud le 26 mars.

Une belle opportunité pour le nouveau sélectionneur de découvrir le groupe et tirer les premiers enseignements pour tracer sa feuille de route. Djamel Belmadi, après six années à la tête de l'EN, a été officiellement remercié après trois échecs consécutifs après deux piteuses éliminations consécutives en Coupe d'Afrique des nations, dès le premier tour après avoir remporté le trophée africain, en Egypte, en 2019. Il faut dire que la nouvelle sortie de route dès la phase de poules de la CAN 2023 a été fatale à Djamel Belmadi qui a eu du mal à faire progresser son équipe sur le plan de la qualité de jeu. Ainsi donc, en quête d'un nouveau sélectionneur après la fin de règne de Djamel Belmadi, la FAF a désigné Vladimir Petkovic qui sera en charge de remettre les Fennecs sur de bons rails. Le néo sélectionneur des Fennecs arrivera demain à Alger et donnera sa première conférence de presse, le lendemain, au cours de laquelle il devrait annoncer ses objectifs en vue des deux prochaines grosses échéances de l'Algérie : la CAN 2025 et le Mondial 2026 et évoquer tous les détails concernant son contrat avec la FAF.

• **Djamel Belmadi va-t-il résilier son contrat ?** Après que la FAF a fait son choix final en optant pour Vladimir Petkovic, certains observateurs se demandent sur le dénouement du bras de fer FAF-Belmadi à propos de la résiliation du contrat de ce dernier. Chaque partie campe sur sa position. Djamel Belmadi réclame des indemnités jusqu'à la fin de son contrat qui expire en 2026. En parallèle, la FAF maintient

sa première suggestion relative à l'octroi de trois mois de salaire. Des sources indiquent que Djamel Belmadi, l'ex-sélectionneur, aurait accepté et il était prévu qu'il se rende à Alger prochainement pour régler les dernières formalités administratives et officialiser son départ de l'équipe nationale. L'absence d'accord entre la FAF et Belmadi à propos d'une rupture de contrat, le suspense perdure et les deux parties se livrent une guerre d'usure qui risque d'être préjudiciable à l'équipe nationale.

Certains proches de Belmadi affirment que ce dernier est en train de préparer le coup fatal étant donné que, selon eux, le Franco-Algérien aurait en effet décidé de tout déballer prochainement en s'exprimant dans les médias par rapport à ce qui s'est passé à la CAN 2023. Encore plus, il semblerait que Djamel Belmadi pourrait mettre sa menace à exécution en portant plainte devant la FIFA. Alors, où est passé l'intérêt de l'EN ? Pourtant, l'ancien sélectionneur national avait bel et bien affirmé à maintes reprises qu'il avait un contrat moral avec le peuple algérien. Une chose est sûre, cette affaire est loin d'avoir livré son épilogue. Par ailleurs, aux dernières nouvelles, on a appris que Djamel Belmadi intéresse déjà certains clubs après avoir été remercié après l'élimination précoce de l'équipe d'Algérie lors la dernière CAN en Côte d'Ivoire. Selon la presse qatarie, Belmadi est sur les tablettes de la formation d'Al-Duhail SC qui veut remplacer son entraîneur, Christophe Galtier, qui a échoué dans sa mission en Coupe d'Asie mais aussi en championnat. C'est dans cette optique que selon les mêmes sources, les responsables de ce club veulent récupérer Djamel Belmadi après son passage lors de la saison 2017/2018.

Tournoi FIFA Series 2024 Des représentants de la FIFA attendus à Alger et à Annaba

Des représentants de la Fédération internationale de football (FIFA) seront à Annaba et à Alger, pour finaliser, en étroite collaboration avec la Fédération algérienne (FAF), les derniers détails du Tournoi FIFA Series 2024, prévu en Algérie du 18 au 26 mars, a indiqué l'instance fédérale dans un communiqué. Le tournoi qui regroupera l'Algérie, l'Afrique du Sud, la Bolivie et Andorre, «fait partie des quatre éditions pilotes organisées avec l'Arabie Saoudite, l'Azerbaïdjan et le Sri Lanka», précise la même source.

La FIFA présente ce

tournoi comme une phase pilote qui devrait avoir lieu chaque année paire pendant la fenêtre de mars du calendrier international des matchs. «Les FIFA Series représentent une précieuse avancée pour le football de sélections à l'échelle mondiale. Cela fait longtemps que nos associations membres nous font part de leur volonté de se mesurer à d'autres sélections du monde entier. Elles ont désormais la possibilité de le faire sur les fenêtres du calendrier international des matchs masculins. Le fait qu'il y ait un vrai enjeu donnera beaucoup plus de valeur et

d'intérêt aux matchs, pour les joueurs comme pour les équipes et les supporters, et cela contribuera de manière tangible au développement de notre sport», a indiqué le patron de la FIFA Gianni Infantino. Le match inaugural de ce tournoi se jouera le 21 mars entre l'Afrique du Sud et Andorre au stade du 19-mai 1956 d'Annaba. L'équipe algérienne débute le vendredi 22 mars face à la Bolivie au stade olympique du 5-juillet d'Alger (22h 00), avant d'affronter l'Afrique du Sud, 3e à la dernière CAN, le 26 mars au stade Nelson-Mandela de Baraki (22h 00).

CR Belouizadad Paqueta et Guedioura devant le conseil de discipline

L'entraîneur du CR Belouizad, Marcos Paqueta et l'ex-international, Adlane Guedioura vont devoir s'expliquer devant la commission de discipline du Chabab après l'incident qui a émaillé le match entre Young Africans et le CRB, comptant pour la 5e journée de la ligue des champions d'Afrique.

C'est le club qui a révélé l'information via son compte Facebook. En effet, il faut dire que les images de l'altercation entre Paqueta et Guedioura dans les ultimes instants du match ont fait le tour de la toile.

Guedioura qui n'a pas apprécié le fait de rester pendant tout le match sur le banc de touche s'est accroché verbalement avec son entraîneur, après le quatrième but inscrit par Young Africans. Les deux hommes ont été séparés par les autres membres du Staff technique. Par ailleurs, le CRB a indiqué dans un communi-



qué qu'une réunion d'urgence a eu lieu en début de semaine entre Paqueta, le président du conseil d'administration Mehdi Rabehi et le PDG de «Madar Holding», Charafeddine Amara, l'actionnaire majoritaire du club pour évoquer les raisons de l'élimination du

Chabab. Le coach brésilien a entièrement assumé la responsabilité de cette désillusion. Enfin, la direction Belouizadadi et après cette élimination de la ligue des champions a pris la décision d'appliquer une retenue sur salaire pour tous les joueurs en guise de sanction.

Ligue 2 Huis clos pour le MSPB, six mois de suspension pour l'entraîneur des gardiens de but de l'ASMO

R. S.

La Commission de discipline de la Ligue nationale du football amateur a annoncé dans un communiqué avoir infligé deux matchs à huis clos au MSP Batna, sociétaire du Groupe Centre-Est de la Ligue 2, pour «envahissement de terrain» et «jets de projectiles» à la fin de sa précédente rencontre à domicile contre l'USM El Harrach (0-0) de la 17e journée. «La sanction du MSPB est rehaussée d'une amende de 90.000 DA», a-t-on ajouté de même source, en annonçant au passage que même l'USMH a été également sanctionnée d'un match à huis clos et d'une amende de 60.000 DA, «pour utilisation et jets des projectiles sur le terrain, sans dommage physique par ses suppor-

ters». Le troisième club à avoir été sanctionné d'un huis clos est l'Olympique de Médéa, qui devra donc évoluer sans public à l'occasion de sa prochaine sortie officielle à domicile, tout en s'acquittant d'une amende de 60.000 DA. Une sanction décidée pour le même motif que pour l'USMH, soit : «pour utilisation et jets des projectiles sur le terrain, sans dommage physique par ses supporters» à l'occasion de la 17e journée.

Par ailleurs, la LNFA a décidé de «défalcquer un nouveau point à l'OM pour les forfaits de ses équipes de jeunes». Le premier point avait été défalcqué le 11 février courant, suite à un troisième forfait de sa catégorie des moins de 19 ans (U19). Une décision lourde de conséquences sur le classement de l'OM, qui se retrouve seul

à la dernière place du Groupe Centre-Ouest, avec onze points. L'OM est le troisième club à subir une défalcation d'un point cette saison, pour un troisième forfait de l'une de ses jeunes catégories, après le NAHD et l'ASM Oran. Aussi, l'entraîneur des gardiens de but de l'ASM Oran, Lazreg Benfissa, a écopé de six mois de suspension, dont trois avec sursis. Cette sanction, accompagnée d'une amende de 35.000 DA, est justifiée par «le comportement antisportif» de l'intéressé en fin du précédent match de son équipe face au SC Méchéria envers un officiel de la rencontre, précise la même source. Pour sa part, la direction de l'ASMO devra s'acquitter d'une amende de 10.000 DA «pour conduite incorrecte de l'équipe» au cours de ce même match.

Angleterre**Le nombre de sans-abris progresse en pleine crise du coût de la vie**

Lors d'une nuit d'automne 2023 servant de référence, 3.898 personnes dormaient dans la rue en Angleterre contre 3.069 en 2022 et 1.768 en 2010.

Le nombre de sans-abris a particulièrement progressé dans les régions du Yorkshire-et-Humber dans le nord (+59%), du Nord-Ouest (+49%) et du Nord-Est (+46%), selon les données du gouvernement.

Près de la moitié des personnes qui dorment dans la rue en Angleterre se trouvent à Londres et dans la région autour de la capitale, est-il également indiqué.

Depuis près de deux ans, la flambée des prix a entraîné une augmentation de la pauvreté et du nombre de sans domicile fixe au Royaume-Uni, d'autant que le pays est confronté à une grave crise du logement.

En cause, l'envolée des prix de l'immobilier, l'allongement des listes d'attente pour les logements sociaux, et l'augmentation du nombre de résidences secondaires et locations touristiques.

Pour Matt Downie, directeur général de l'association caritative Crisis, ces chiffres sont une «honte nationale» et doivent inciter le gouvernement britannique à prendre ce problème à bras-le-corps.

«Nous avons besoin d'un changement complet d'approche et d'un engagement à construire la quantité de logements sociaux nécessaires chaque année», a-t-il poursuivi.

Un porte-parole du gouvernement a souligné que le nombre de sans-abris restait encore inférieur à son niveau d'avant la pandémie de Covid-19, recon-

Le nombre de sans-abris a progressé de 27% en Angleterre en 2023, conséquence de l'inflation et d'une crise du logement qui dure depuis des mois et n'épargne aucune région de ce pays selon des chiffres officiels publiés jeudi.



naissant toutefois qu'il y avait encore «du travail à faire».

Face à l'augmentation du nombre de sans-abri cet hiver à Londres, le maire de la capitale Sadiq Khan avait dénoncé fin janvier l'indifférence du gouvernement conservateur de Rishi Sunak, et annoncé une extension de

son programme d'aide d'urgence. Plus de 1.200 personnes ont été recensées dans les rues de la capitale début janvier lorsque la ville a déclenché son plan d'aide d'urgence, activé quand les températures tombent sous les 0°C. Il s'agit d'une hausse de 30% par rapport à la même période de l'an der-

nier». La maire de Londres met aussi en cause l'application désormais stricte de la réglementation qui oblige les demandeurs d'asile ayant obtenu le statut de réfugié à quitter leurs hébergements temporaires financés par l'Etat au bout de 28 jours maximum.

France**Ruée des opérateurs de bornes de recharge pour voitures électriques**

Séduits par un cadre sociétal et législatif très favorable, de nombreux opérateurs ont pris d'assaut le marché français des bornes de recharge pour voitures électriques, devenu l'un des plus recherchés d'Europe.



La France, avec son grand réseau routier et sa position de carrefour européen, veut passer de 120.000 bornes accessibles au public aujourd'hui, soit déjà plus qu'en Allemagne, à 400.000 d'ici 2030, quand 8,5 millions de véhicules électriques et hybrides rechargeables pourraient être sur les routes, selon une estimation du gestionnaire du réseau électrique RTE. «Le marché est aujourd'hui très attractif pour ces entreprises parce que la France fait partie des pays au sein desquels la mobilité électrique se développe le plus», relève Clément Molizon, directeur de l'Association nationale pour le développement de la mobilité électrique (Avere).

**«LE MARCHÉ
LE PLUS CONCURRENTIEL
D'EUROPE»**

L'interdiction européenne à venir en 2035 de la vente de voitures à essence est un fac-

teur. Mais le soutien financier et fiscal de l'Etat au verdissement des flottes, le leasing subventionné de voitures électriques à 100 euros et l'obligation d'installer des bornes de recharge dans les parkings de plus de 20 places sont parmi les mesures qui rassurent les investisseurs.

«C'est le marché le plus concurrentiel d'Europe», explique Matthieu Dischamps à l'AFP, directeur général France de Powerdot, l'entreprise portugaise spécialisée dans l'installation de bornes sur des espaces appartenant à des commerces et des services.

Cette dernière a réalisé jeudi une nouvelle levée de fonds de 100 millions d'euros et vise l'installation de 15.000 bornes en Europe d'ici 2025, dont 8.000 en France.

«Il y avait 13 acteurs sur le marché français fin 2020, dont trois se partageaient 95% du marché. Il y en a plus de 100 aujourd'hui, dont une quinzaine se partagent les trois quarts du marché», poursuit

Matthieu Dischamps. Jeudi encore, le gestionnaire d'infrastructures néozélandais Morrison et EDF ont aussi signé un accord prévoyant l'installation de près de 8.000 bornes de recharge rapides d'ici 2030 en France, soit un quasi-doublement du parc existant.

TESLA EN TÊTE

Trois types d'opérateurs coexistent. Les énergéticiens comme TotalEnergies, EDF ou encore Engie; les constructeurs automobiles comme Tesla, ou Ionity, fruit d'une alliance entre constructeurs allemands; les entreprises spécialisées, souvent des jeunes pousses, comme Powerdot, Electra, ZePlug, Driveco ou FastNed.

Ils ne s'attaquent pas tous aux mêmes segments. Tandis que TotalEnergies, Ionity et Tesla privilégient les grands axes, Powerdot et Electra s'installent sur des par-

kings de centres commerciaux, de supermarchés ou d'hôtels. ZePlug se positionne lui sur les copropriétés.

Tesla tire son épingle du jeu dans cette bataille. L'entreprise d'Elon Musk compte près de 2.400 «Superchargeurs» sur 180 sites en France, dont 70% sont disponibles aux clients possédant des véhicules électriques d'une autre marque, soit le plus gros réseau de recharge «rapide»(une vingtaine de minutes, NDLR) de l'Hexagone.

Mais de jeunes pousses françaises arrivent à se démarquer. La dernière en date, Electra, a levé en janvier 304 millions d'euros. La deuxième plus grosse levée du secteur en Europe, après les 700 millions collectés par Ionity en 2021.

L'an dernier, Zeplug a levé 240 millions d'euros et Driveco 250 millions. Des sommes colossales justifiées par un modèle économique nécessitant des investissements très importants en foncier et en infrastructures.

**UN DEMI-MILLION D'EUROS
PAR SITE**

«L'investissement moyen est d'environ un demi-million d'euros pour un site accueillant quatre à six bornes», explique à l'AFP Aurélien de Meaux, fondateur d'Electra, qui vise l'installation de 15.000 bornes de recharge rapide en Europe d'ici 2030, dont 6.000 en France.

Reste que toutes ces entreprises devront attendre des années avant d'atteindre une potentielle rentabilité. «Il y aura certainement une rationalisation des acteurs sur le marché dans quelques années», juge Aurélien de Meaux, qui considère que le rôle de ces jeunes entreprises est d'apporter avant tout de l'«innovation».

«On a une équipe de 45 ingénieurs en interne qui travaillent sur la manière dont les clients pourront plus facilement réserver les bornes sur leur téléphone ou que la recharge démarre instantanément quand on branche le véhicule», souligne le dirigeant. Plusieurs avancées qui peuvent faire «la différence» sur ce marché en pleine effervescence.

Symbole de la crise des migrants
A New York, un dortoir clandestin dans un petit commerce

Un dortoir clandestin hébergeant jusqu'à plus de 70 migrants a été découvert lors d'une opération de contrôle des pompiers dans un petit commerce d'un quartier populaire de New York, ont annoncé mardi les autorités, symbole d'une crise de l'accueil dans la mégapole américaine.



Le propriétaire des lieux, qui s'est présenté comme Ebou Sarr, un Sénégalais de 47 ans arrivé de longue date à New York, a lui-même expliqué qu'il accueillait jusqu'à «environ 74 personnes», la grande majorité provenant aussi du Sénégal. Il a assuré qu'il cherchait à aider des compagons sans solution pour se loger, alors que New York peine à accueillir des dizaines de milliers de nouveaux arrivants.

Les pompiers ont découvert les lieux lundi soir, dans l'arrondissement du Queens, après une plainte du voisinage visant un amas de vélos électriques dans une cour.

Ces deux roues, s'étant multipliés avec les services de livraison à domicile, sont devenus dangereux en raison de leur grand nombre et du mauvais entretien de leurs batteries, qui ont déjà

entraîné plus ieurs incendies mortels ces derniers mois à New York.

«Durant l'inspection, les unités ont découvert des conditions de vie dangereuses avec environ 40 lits au rez-de-chaussée et dans la cave», ont déclaré les pompiers devant la presse.

«L'espace commercial du premier étage du bâtiment et la cave avaient été illégalement transformés en dortoirs, avec 14 lits superposés et 13 lits serrés les uns contre les autres sur les deux étages», a ajouté de son côté le service d'inspection des immeubles de la ville.

En proie à une crise courante du logement et du coût de la vie, qui s'est aggravée avec la pandémie de Covid et l'inflation, New York, qui compte 8,5 millions d'habitants, est aussi confrontée depuis des mois à une situation d'urgence pour accueillir des dizaines

de milliers de demandeurs d'asile qui traversent la frontière américaine avec le Mexique.

La ville a réquisitionné des hôtels et construit des sites pour héberger plus de 160.000 migrants depuis le printemps 2022, dont 68.000 étaient encore logés par la ville en janvier.

Des règles plus strictes ont été mises en place, l'accueil étant désormais limité à 30 jours pour les adultes seuls, 60 pour les familles, un délai après lequel les migrants doivent refaire une demande.

«Ce que nous avons découvert la nuit dernière, c'est aussi le symptôme d'une crise plus large de pénurie de logements, dont nous avons déjà parlé beaucoup de fois», a commenté devant les médias l'adjointe au maire démocrate de New York chargée du logement, Maria Torres-Springer.

France
Le nombre de détenus atteint un record, à plus de 76.000



Le nombre de détenus en France a atteint un nouveau record au 1er février, avec 76.258 personnes incarcérées, soit 3.964 de plus que l'année précédente (+5,5%), selon des chiffres publiés jeudi par le ministère de la Justice. C'est le chiffre de détenus le plus élevé jamais enregistré, selon les statistiques de l'administration pénitentiaire, avec une très forte augmentation de personnes contraintes de dormir sur un matelas.

Au 1er février, les prisons françaises comptaient 61.737 places opérationnelles et la densité carcérale globale s'établit à 123,5%.

Dans les maisons d'arrêt, où sont incarcérés les détenus en attente de jugement, et donc présumés innocents, et ceux condamnés à de courtes peines, le taux d'occupation est de 147,7%.

Il atteint ou dépasse même les 200% dans 16 établissements ou quartiers.

En raison de cette surpopulation, 3.059 détenus sont contraints de dormir sur un matelas posé à même le sol, soit 50,2% de plus qu'il y a an. Parmi les personnes incarcérées, 20.254 sont des prévenus, incarcérés dans l'attente de leur jugement.

Au total, 92.641 personnes étaient placées sous

écrou au 1er février. Parmi elles, on compte 16.383 personnes non détenues faisant l'objet d'un placement sous bracelet électronique ou d'un placement à l'extérieur.

A noter une augmentation annuelle de 21,6% du nombre de condamnés en placement extérieur hébergés (203 au 1er février).

Face à la surpopulation carcérale chronique, qui a valu à la France une nouvelle condamnation de la Cour européenne des droits de l'Homme en juillet, le gouvernement table sur la construction de 15.000 nouvelles places de prison d'ici à 2027.

ANNONCES CLASSÉES

TERRAINS

■Vends terrains agricole 2,5 ha, avec puits + figuiers à Madagh + 2,20 ha Aïn El Kerma + 2,20 ha, vue sur mer, eau, électricité + 7.000 m² Aïn El Kerma, eau électricité + 182 m² (2 façades) El Ançor. Le tout actés avec LF - Ag imoBahria Aïn el Turck 0774.01.89.57

■Vends un terrain agricole de 9 hectares, dans la ville de Targa, Aïn Témouchent avec 2 puits, 2 bassins d'eau et l'électricité. Acte et livret foncier - Tél : 0541.27.28.78

APARTEMENTS

■Loue au mois ou trimestre, dès juin 2024, plage Chatt el Hilal Oued Halouf, gd appart dans cabanon, les pieds dans l'eau, 3P, dont gd salon + terrasse ensoleillée, vue imprenable, parking, télé, équipé (draps seulement) à 5 mn de ttes comm. Tél : 0541.64.13.24 (Salim)

■Loue appart 4 pièces dont un grand salon, dans immeuble moderne, face hôpital Canastel, totalement meublé et toutes commodités, au 1er étage - tél : 0541.64.13.24 Salim

■Vends apparts F2, 52 m², 4e étg, F3, 79 m², 1er étg + F3, 81 m² cuisine aménagée 1er étage Aïn el Turck - F3, 1er étg Eden-plage - F4, 2e, 127 m², location F3, Bouisseville - F4, 100 m² bord de mer, Cap-Falcon - Agimo Bahria Aïn El Turck 0774.01.89.57

■Résidence Loulou vous propose des F4 - 115 m², chambre parentale, cuisine équipée, réservoir, 2 façades, matériel de construction de 1er choix, à Seddikia (Oran). station facile - Tél : 0542.68.15.04

LOCAUX

■Local à vendre, sup 27.75 m², Cité CNEP, route d'Oran Mostaganem - Tél : 0661.27.63.44

EMPLOIS

■Sté privée recrute un comptable expérimenté maîtrisant le logiciel Infoplus (commercial paie) 0661.20.96.76- 0560.00.72.77

■Famille à Oran cherche une femme de ménage Tél 0562 69 64 13

■Un laboratoire d'analyses sise à Oran recrute des biologistes (expérience exigée) Envoyez vos CV par mail à : laboratoireoran2024@gmail.com

PENSÉE

A la mémoire de notre cher grand-mère et belle-mère **MADAME KOUAÏDIA Kheira née Djilali dite Kheira Bent Miloudia, née le 24/6/1912, à Oran.**
Il y a déjà 12 ans depuis que tu nous as quittés pour un monde meilleur et que ton âme planera éternellement pour veiller sur nous et nous donner du courage. Tu es partie discrètement comme tu as toujours vécu.
En cette douloureuse et pénible occasion ta belle-fille et tes petits-enfants ainsi que toute ta famille KOUAÏDIA et SÂBEUR-LELLAH demandent à tous ceux qui l'ont connue d'avoir une pieuse pensée à sa mémoire.
Que Dieu l'accueille dans Son Vaste Paradis. (Repose en paix belle-mère). Tes petits-enfants qui pensent toujours à toi Nasredine- Nawel- Sofiane- Nabila et Mohamed Abdelhak.



PENSÉE

Tu n'es plus là où tu étais, mais tu es partout là où je suis chère maman **GOURAD Nadia, née le 02 mars 1965.**
Aujourd'hui c'est ton jour, mais malheureusement fait ta 4ème année depuis que tu n'es plus parmi nous. Ton départ a laissé un vide immense dans le cœur de toutes les personnes réunies, surtout ta fille RERBAL Farah, et ton fils Zakaria. On demande à tous ceux qui t'ont connue d'avoir une pieuse pensée en ta mémoire. Repose en paix chère maman
Puisse Dieu Le Tout-Puissant t'accueillir en Son vaste Paradis. Tes enfants qui ne t'oublieront jamais



CONDOLÉANCES

Le Président-Directeur Général, les membres du Conseil d'administration et le Collectif de la SPA ORAN-PRESSE
" Le Quotidien d'Oran " présentent leurs sincères condoléances à leur frère et ami
M. ADDA Bendhiba, Doyen des Reporteurs photographes,
à la suite du décès de son épouse et l'assurent de leur profonde compassion.
Puisse Dieu Le Tout-Puissant accueillir la défunte en Son Vaste Paradis.

2

11.56 Tout le monde veut prendre sa place
12.59 Journal 13h00
13.20 13h15, le samedi...
13.54 Journal Météo climat
14.03 Au bout de l'enquête, la fin du crime parfait ?
16.01 Affaire conclue, tout le monde a quelque chose à vendre
18.07 Tout le monde a son mot à dire
18.43 N'oubliez pas les paroles
19.58 Journal 20h00

21.10 100% logique : la réponse est sous vos yeux



100 candidats s'affrontent autour d'un quiz de logique et d'observation pour tenter de décrocher une cagnotte allant jusqu'à 100 000 euros. Ils vont devoir répondre à une série de questions : de la plus facile (celle à laquelle 95% des Français peuvent répondre) à la plus difficile (celle à laquelle seulement 1% de la population est capable de répondre).

3

10.02 Rencontres à XV
11.11 Succulent !
12.25 ICI 12/13
12.55 Intérieurs
13.33 Samedi d'en rire
15.36 En bonne compagnie
16.42 Des chiffres et des lettres
17.23 Le jeu des 1000 euros
17.58 Questions pour un super champion
19.00 Le journal des talents
19.14 ICI 19/20
20.00 Tout le sport

21.10 Meurtres à...



Série policière - France - Belgique - 2022
Saison 9 - Episode 13/14
- Meurtres en Champagne
Avec Stéphane Blancafort, Yaniss Lespert, Faustine Koziel, Christine Citti
Le lendemain des cents ans de sa maison de Champagne, Madame Dupaquier est retrouvée morte dans ses propres caves. Sur le sol, aux abords du corps, figure une note mystérieuse autour d'un triangle : «le secret du diable, la gardienne», le tout tracé à la craie.

4

11.03 Grizzly et les lemmings
11.59 Idéfix et les Irréductibles
12.45 Angelo la débrouille
13.31 Teen Titans Go !
14.42 Star Trek : Prodigy
15.52 Dragons : les neuf royaumes
16.38 LEGO DreamZzz
17.22 Batwheels
18.06 Organisation Super Insolite
19.18 T'es au top
19.45 Chasseurs de légendes
19.55 Consomag

20.00 Athlétisme : Championnats du monde en salle



A quatre mois des jeux Olympiques, les Mondiaux en salle de Glasgow représentent une étape importante dans le calendrier des athlètes. Parmi les disciplines à suivre aujourd'hui figure la finale du 60 m haies messieurs où sont attendus les Français Wilhem Belocian et Just Kwaou-Mathey médaillé de bronze aux championnats d'Europe en salle en 2023.

5

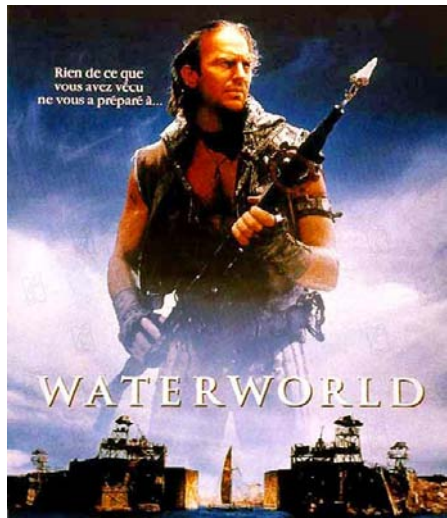
11.40 Silence, ça pousse !
12.38 Céréales : qui nous roule dans la farine ?
13.35 Sale temps pour la planète
14.33 Les merveilles de l'Asie du Sud-Est
15.33 Les âmes des océans
16.36 Des trains pas comme les autres
17.41 C dans l'air
18.56 C l'hebdo
19.59 Vu
20.04 C l'hebdo la suite
20.58 C'est bon à savoir
20.59 Echappées belles
22.32 100 000 ans de beauté

arte

C8

10.15 Australie, l'odyssée océanique
13.15 Louest sauvage de l'Australie : Dans la mosaïque d'ocres du parc Karinjini
14.00 Louest sauvage de l'Australie : Dans les forêts de feu de Walpole
16.35 Invitation au voyage
17.15 Porto Rico, un hôpital pour les lamantins
17.50 Le Chiangmai, un petit coin de paradis
18.35 Arte reportage
19.45 Arte journal
20.05 28 minutes samedi
20.50 Volcans assoupis

09.48 Le déclin !
10.20 Direct Auto Express
11.00 Direct Auto Express
11.57 Direct Auto Express
12.40 L'essentiel chez Labro
13.59 Enquête sous haute tension
19.12 Face à Hanouna le before
20.16 Face à Hanouna
21.20 Les enquêtes de Morse



RTL9 20.55

WATERWORLD

Film de science-fiction - Etats-Unis - 1995
Avec Kevin Costner, Jeanne Tripplehorn, Dennis Hopper, Tina Majorino
Le monde s'est transformé en un immense océan. Dans des embarcations délabrées et dans des villes flottantes improvisées appelées, les atolls, on lutte dans l'espoir de trouver un jour le Dryland mythique. Deacon, le chef de la bande des pirates, attaque l'atoll où habitent la jeune Enola et Helen se mère adoptive. Mais Mariner, un vagabond, découvre que la jeune Enola possède un trésor qui peut le monde.

CANAL+ GRANDÉCRAN 21.04

RESERVOIR DOGS



Thriller - Etats-Unis - 1992

Avec Harvey Keitel, Tim Roth, Michael Madsen, Chris Penn
Six truands désignés par des noms de code entreprennent de dévaliser une importante bijouterie sous la direction du tyrannique Joe Cabot et de son fils Nice Guy Eddie. L'opération échoue malencontreusement et se solde par un bain de sang. Les malfaiteurs se réfugient alors dans un entrepôt sordide. Mr Orange est grièvement blessé. Mr Pink, quant à lui, est d'avis qu'il existe un traître parmi eux. Mr Blonde, un psychopathe, entend bien faire parler le policier qu'il a réussi à capturer.

CINE + FRISSE 20.50

HACKER



Thriller - Etats-Unis - 2015

Avec Chris Hemsworth, Viola Davis, Manny Montana, Leehom Wang
Une centrale nucléaire chinoise vient d'être victime d'une attaque informatique, qui fait partie d'une série perpétrée par de mystérieux criminels. Les autorités chinoises placent le colonel Chen Dawai sur l'affaire. Celui-ci travaille en coopération avec la police américaine et décide de faire appel à son ami Nick Hathaway, brillant pirate informatique, qui purge une longue peine de prison pour avoir volé des banques. Celui-ci accepte un poste de consultant, en échange de sa liberté.

TÉLÉVISION

TF1

21.10 The Voice, la plus belle voix



Saison 13 - Episode 3

Présenté par Nikos Aliagas
Troisième soirée d'auditions à l'aveugle de la saison 13 du célèbre télé-crochet avec dans les fauteuils rouges Biflo & Oli, Vianney, Zazie et Mika. Une centaine de talents ont été sélectionnés pour participer aux auditions à l'aveugle. Ils sont âgés de 16 à 72 ans et offrent une incroyable diversité d'univers artistiques. Des amateurs de pop, rock, rap, musique classique, jazz, world music, chant viking... «The Voice» est la scène où tous les artistes peuvent s'exprimer, partager leur art et briller.

6

21.10 Blanca



Série policière - Italie - 2023

Saison 2 - Episode 9/12

- Les enfants perdus
Avec Maria Chiara Giannetta, Enzo Paci, Giuseppe Zeno, Pierpaolo Spollon
Un vagabond originaire du Moyen-Orient est retrouvé assommé dans un parc qu'il fréquentait souvent et où il semblait épier les enfants. Certains parents s'en plaignaient depuis quelques temps. De son côté, sorti de prison, Sebastiano annonce quant à lui à Blanca que sa psy lui a fortement déconseillé de la voir...

CANAL+

21.05 Rugby : Top 14



- Bordeaux-Bègles / Racing 92
Les Girondins nourrissent des ambitions nouvelles en cette fin d'hiver. A la faveur de leur belle victoire sur la pelouse de Toulon (37-32) lors de la 14e journée, Mateo Garcia et ses partenaires de l'UBB ont rejoint Toulouse et le Stade Français en tête du classement du Top 14. Ce soir, les joueurs de Yannick Bru passent un autre test intéressant face aux Franciliens également candidats aux premières places.

PLANETE +

TFX

W9

09.07 Ingénieurs de l'Antiquité
10.55 Milliardaires, le règne des geeks
12.45 Pepsi vs Coca - la guerre des colas
14.13 Gutenberg, l'aventure de l'imprimerie
16.35 Les lycéens, le traître et les nazis
17.36 Ingénieurs de l'Antiquité
19.24 American Pickers, la brocante made in USA



09.25 Signé Cat's Eyes
10.25 Familles nombreuses : la vie en XXL
21.00 Petits plats en équilibre
21.05 Chroniques criminelles

NRJ

09.30 Mon oncle Charlie
14.00 The Big Bang Theory



10.10 Absolument stars
11.40 Le hit W9
12.45 Météo
12.50 Scorpion
Série d'action - Etats-Unis - 2017
Saison 4 - Episode 3/22



Avec Elyes Gabel, Katharine McPhee, Eddie Kaye Thomas
17.10 La petite histoire de France

Béher 21-03 au 20-04
Ne vous laissez pas aller
aux lamentations, plaie
d'argent n'est pas mortel-
les et les factures n'arri-
vent toujours au bon moment.
Ayez de la patience.

Bureau 21-04 au 21-05
vous désespérez à tort de
l'opinion personnelle de
un que vous admirez

Gémeaux 22-05 au 21-06
Inviter vos amis à venir
avec de nouvelles person-
nes ferez ainsi des rencon-
trances qui pourraient
changer votre vie affective.

Cancer 22-06 au 22-07
 Vous vous sentirez mal sur
 cette affaire, heureusement
 tout est bon.

Lion 23-07 au 23-08
Tout ce que vous touchez
va vous réussir car la
t avec vous maintenant.

Vierge 24-08 au 23-09
Vous pourriez bien avoir un emploi du temps chargé-vous.

Balance 24-09 au 23-10
Vous saurez utiliser intel-
ligemment l'occasion de
croquer de quelqu'un qui
vous est proche.

Scorpion 24-10 au 22-11
 Vous savez que votre hon-
 nêteté affective et senti-
 mentale n'est pas à mettre en cau-
 te. Ne le entendez bien haut
 et libre.

agitaire 23-11 au 21-12
C'est la forme, la grande forme et vous saurez avec vos moyens surtout vous fait une proposition plus tentantes.

Apricorne 22-12 au 20-01
 Pour modérer votre impatience dans la vie, vous faites de beaux efforts.

Merseu 21-01 au 18-02
ne donnez à aucun prix
votre opinion personnelle
et sans grand intérêt.

POISSONS 19-02 au 20-03
rien à signaler sur le
plan financier, qui de-
porter à merveille
lui ! Ne serait-ce pas le
de se faire plaisir avec
shopping ?

FLÉCHÉS N° 8907

COUP DE VENT D'UNE VIOLENCE EXTRÊME							CITÉ ACCEUEIL-LANTE EN PLEIN DESERT
		← CHAMP INAPTE, INCAPABLE					↕
	↑ QUEUE A QUEUE ENSUITE	↕			↑ CARTE PARCOURU	→	
						↑ FLEUVE D'AFRIQUE	
	← REDITS NOTE FLOTTE	↕	↑ MOIS NOUVEAU		↕ INDEFINI PAIN ROND	→	
		↓	← BIERE ANGLAISE VIEILLE				
↑ GROS DOIGT DU PIED PRESIDENT D'APC		↕			↕ COULEUR DOMINANTE AUX CARTES		↑ TRANSPIRENT PARU, PUBLIÉ
↓		← TOUCHÉ MACHIN, BIDULE		↕ PRONOM ELLE A L'AIR COMME IL FAUT !	→		↓
	← SODIUM PAREIL	→	↓			→ UN DIX ! NE PAS SE SOUVENIR	↕
					→ APRES BIS AMAS	↕	
	← FAUVE INFINITIF		S'EN VA PLUTONIUM	→			
↑ COUPE DE CHEVEUX, INDEFRI-SABLE						← RENVOYÉ, REFUSÉ	

FLECHES N°8906

C	O	R	T	E	G	E	T
E		N	E		A	U	T
N	B		M	A	U	X	N
T		P	P		F		I
E	N	T	O	U	R	E	
N	O		R	I	E	U	R
A	I	D	A		T		D
I	X		I	N	T	A	C
R		C	R	E	E	R	
E	P		E		S		I
S	O	T		C		P	R
	S	E	R	R	E		A

CROISÉS N°8906

J	A	C	A	S	S	E	R	I	E
U	S	I	N	A	N	T		N	S
D	E	G	E	L		A	L	F	A
I	S	O		T	A		E	O	
C		G	L	A	M	O	U	R	S
I	O	N		T	O	U	R	T	E
E	P	E	R	O	N	S		U	V
U		S	U	I	T		U	N	E
S	E		E	R		L	I	E	R
E	N	T	R	E	M	E	L	E	E

SUDOKU N°8906

7	9	4	2	8	3	5	1	6
6	3	2	9	1	5	7	8	4
8	1	5	6	7	4	2	9	3
9	5	8	7	3	1	4	6	2
1	4	7	8	6	2	3	5	9
3	2	6	5	4	9	8	7	1
2	7	3	1	5	6	9	4	8
5	6	9	4	2	8	1	3	7
4	8	1	3	9	7	6	2	5

CODÉS N° 8906

1	C	2	A	3	G	4	I	5	R	6	H
7	S	8	T	9	E	10	L	11	P	12	U
13	M	14	N	15	O	16	V	17	F	18	
19		20		21		22		23		24	

**FOUILLIS N° 8906:
SURPRISE (Sur - Prise)**

CROISÉS N° 8907

1. Compagnons habituels du café.
2. Sens commun. Verre à boire.
3. Venue à terme. Imprimé.
4. Dit une chose et son contraire ! On attend d'eux qu'ils se rendent !
5. Ya un problème ! Envers de laize.
6. DIN donc ! Fort entendu en cour. Grande voile.
7. Personnel. Casse-croûte à toute heure !
8. Tissu gaufré. Fait partie de la couronne.
9. Note. Vulgaire boucher.
10. Chapelle. Fait un triste sire avec majesté.

A. Pénétrés.
B. Traversent les villes
et villages.
Genre.
C. Sotte.
Vase ordinaire.
D. Quoi de plus.
Lieu très prisé.
E. Fort.
Part du Nobel.
F. Fait exprès.
G. Grosse conduite.
Compris de travers.
H. Quantité.
Marque de sport.
I. Travaux en cours.
C'est pas une vue
d'ensemble.
J. Cassant.
Bande de tissu.

M	U	M	I	X	A	M	A	R	I	O	V	E	R
R	A	T	A	V	A	P	I	T	A	T	R	O	P
E	P	M	A	R	C	C	A	T	T	C	E	E	U
T	N	E	M	E	U	O	G	N	E	E	M	U	O
M	A	T	R	I	C	E	Q	M	S	E	N	E	L
E	I	C	S	E	R	R	E	U	O	E	C	D	H
S	U	I	C	A	E	I	E	N	I	N	M	E	R
S	N	O	N	T	R	E	O	V	M	L	S	E	I
E	N	C	I	E	C	I	O	E	I	A	L	T	N
I	E	R	G	N	T	U	N	R	V	S	R	A	R
L	E	R	E	P	L	S	E	E	O	A	S	E	G
V	E	L	E	O	O	S	U	R	I	E	V	E	L
B	I	C	I	N	U	R	U	N	L	E	L	U	O
S	E	R	G	R	N	O	I	T	A	L	E	V	E
R	U	E	L	F	T	N	E	M	E	T	I	A	R

ATTENDRE - AVATAR - BERGERIE - BOULE -
COQUILLAGE - CRAMPE - CUISINE - ECREVISSE -
ELEVE - ENGOUEMENT - ENNUI - FLEUR - GERANCE -
LIESSE - LOUPE - MARE - MASSER - MATRICE -
MAXIMUM - MENSONGE - MITE - MONSTRE - NIECE -
NOCE - PANSEMENT - PORT - RECEPTION - REVELATION -
REVOIR - RUSER - SAVEUR - SILENCE - SUCRE -
SUEE - TOUR - TRAIN - TRAITEMENT - VERITE -
VOEU - VOILA - VOULOIR.

Les 7 lettres restantes composent le tout de la charade suivante :

- Mon 1er est un animal domestique.

- Mon 2e est un vocable.

Mon tout, c'est le «vaisseau du désert».

1	R	2	A	3	D	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26			
15	1	9	3	13	11	7	4	9	8						
6	9	12	6		9	4	5	4	14						
1	4	6	8		8	1		5							
5	7		7	2	7	6	1	6	16						
15	6	8	5	6	6	5		2	6						
4	12	5		1	5		3	13	1						
11	6		7	2		5	4		9						
2	7	7	4	7	1	6	6	5							
11		11	1	4	2	8	7	6							
4	12		2	9	1	7	6		14						
7	6	4	10	8	6			15	6						
6	5	5	6		5	2	10	2	5						
	7	5		9		10	2	8	7						
15	6	13	1	5		6	10		4						
7	6	5	7	6	6	5		4	14						

SUDOKU N° 8907

	7		5			1	3	8
		6	8		7	9	4	
4							6	
7	4		1		3		8	
9		1			5		2	
				9		7		
6				1	2		5	
8		3	7		4	6		

500
2
00000

10 ERRORS



France: action d'agriculteurs autour de l'Arc de Triomphe à Paris



Le syndicat français de la Coordination rurale a mené une action vendredi matin autour de l'Arc de Triomphe à Paris, bloquant le haut des Champs-Élysées avec des bottes de paille et des tracteurs. Axel Masson, éleveur dans le Loir-et-Cher (centre), a expliqué à l'AFP qu'ils étaient une centaine rassemblés dès 03H00 vendredi matin «dans le calme et dans le respect». Peu après 06H00, des voitures de police étaient disposées au pied de l'Arc de Triomphe, la circulation sur le haut de la célèbre avenue étant bloquée. Le syndicat avait annoncé sur X être mobilisé «pour sauver notre agriculture française», avant le dernier week-end du Salon de l'agriculture organisé dans la capitale. «La Coordination rurale prend symboliquement et pacifiquement l'Etoile», écrit le syndicat sur le réseau social en citant le nom de la place où se trouve l'Arc de Triomphe.

Le syndicat demande «des actes rapidement pour sauver nos 45% d'exploitations en détresse financière». «On est monté ce matin pour déposer une gerbe à l'Arc de Triomphe pour rendre hommage à tous les agriculteurs qui se suicident», a précisé M. Masson. «On n'est toujours pas entendu par l'Etat. A 06h on devait s'en aller dans le calme. On devait ramasser et laisser l'endroit propre», mais la police les a empêchés de partir, selon lui.

Tchad : le principal opposant tué dans un assaut de l'armée

Les autorités tchadiennes ont annoncé jeudi la mort de Yaya Dillo Djérou dans l'assaut mené la veille par l'armée contre le siège de son parti, à deux mois d'une présidentielle pour laquelle il apparaissait comme le principal rival du président de transition, le général Mahamat Idriss Déby Itno, son cousin.

Yaya Dillo a «succombé à ses blessures» après avoir «lui-même tiré sur les forces de l'ordre», a déclaré jeudi à la radio d'Etat le ministre de la communication Abderaman Koulamallah. Il est mort «là où il s'était retranché, au siège de son parti», a déclaré de son côté à l'AFP le porte-parole du gouvernement, affirmant que l'opposant n'avait «pas voulu se rendre». Dans son passage à la radio qui détaille des circonstances de l'assaut M. Koulamallah fait état de «quatre morts» parmi les forces de l'ordre et de «3 morts» du côté des militants du Parti socialiste sans frontière (PSF) qu'il décrit comme des «assaillants». L'annonce de la mort de M. Dillo est intervenue au lendemain d'une journée de forte tension au cœur de N'Djamena, au cours laquelle des tirs de kalaschnikov et de gaz lacrymogènes ont résonné près du QG du parti de l'opposant, le PSF, où il s'était retranché et dont l'immeuble est couvert de nombreux impacts de balles.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Bangladesh : 43 morts dans un incendie à Dacca



At moins 43 personnes ont été tuées et des dizaines d'autres blessées dans un incendie qui a ravagé jeudi soir un immeuble de sept étages dans un quartier huppé de Dacca, la capitale du Bangladesh, a annoncé le gouvernement.

«Jusqu'à présent, on recense 43 morts» dans le sinistre, a déclaré le ministre de la Santé, Samanta Lal Sen, après

avoir visité l'hôpital Dhaka Medical College et un autre établissement voisin spécialisé dans le traitement des grands brûlés, où au moins 40 blessés avaient été admis.

Mohammad Shihab, un responsable des pompiers, a raconté que l'incendie s'était déclaré dans un restaurant populaire de Bailey Road jeudi à 21h50 et s'était rapidement

propagé dans les étages, piégeant de nombreuses personnes.

Le sinistre a été maîtrisé en deux heures, a-t-il précisé. Au total, 75 personnes ont été secourues, selon un communiqué des pompiers. Bailey Road abrite principalement des restaurants ainsi que plusieurs magasins de vêtements et de téléphonie mobile.

Huit migrants morts dans un naufrage au large du Maroc



Huit migrants ont été retrouvés morts noyés au large du Maroc après le naufrage de leur embarcation, ont rapporté mercredi les autorités locales.

Les migrants, partis de la région de Nador (nord), «tentaient de traverser la Méditerranée à bord d'un zodiac» qui a coulé mardi «en raison des

mauvaises conditions météorologiques», ont indiqué les autorités locales, citées par l'agence de presse officielle marocaine MAP. Leur nationalité n'a pas été précisée dans l'immédiat.

Neuf autres personnes ont été secourues, d'après la même source, qui a précisé que «les recherches se poursuivent pour retrouver d'éventuels disparus» et qu'une enquête avait été ouverte. Situé à la pointe nord-ouest de l'Afrique, le Maroc est un pays de transit pour de nombreux migrants qui cherchent à rejoindre l'Europe, en tentant de gagner l'Espagne depuis ses côtes atlantique ou méditerranéenne.

Ces dernières semaines, la marine marocaine a annoncé avoir intercepté ou secouru des dizaines de migrants lors d'opérations distinctes près du littoral sud.

Cameroun : 12 morts dans un accident de la circulation

Douze personnes ont trouvé la mort jeudi dans un accident de la circulation à Maroua, chef-lieu de la région de l'Extrême-Nord. Un car de transport en provenance de Mokolo, dans le département de Mayo-Tsanaga, et à destination de Maroua, a été impliqué dans l'accident mortel survenu à 10 km de Maroua aux environs de 19H00 heure locale

Selon le gouverneur qui s'est rendu sur les lieux du drame, le bilan est lourd : 12 morts, dont huit femmes et quatre enfants, ainsi que 22 blessés. Selon les premières constatations de l'autorité administrative, l'accident serait dû à des défaillances mécaniques et à une surcharge. «A vue d'œil, il y avait l'éclatement des pneus et le véhicule était en surcharge. Sa capacité est de 22 places et au décompte, 34 personnes étaient à bord», a déploré le gouverneur. Parmi les occupants du véhicule, la majorité sont des réfugiés, qui sont allés prendre leurs rations mensuelles au camp de réfugiés de Minawaoua, également dans le département de Mayo-Tsanaga.

Le Kenya et Haïti signent un accord pour l'envoi de policiers dans l'île



Le Kenya et Haïti ont signé vendredi un accord pour l'envoi de policiers kenyans dans l'île, gangrénée par les gangs, dans le cadre d'une mission internationale soutenue par les Nations unies, selon un communiqué signé par le président kenyan William Ruto. Le chef de l'Etat kenyan et le Premier ministre haïtien Ariel Henry, en déplacement à Nairobi, ont «discuté des prochaines étapes pour permettre l'accélération du déploiement», selon le communiqué qui ne précise pas si cet accord est contraire à la décision d'un tribunal kenyan ayant jugé illégal fin janvier l'envoi prévu de policiers. L'accord signé vendredi prévoit l'envoi «réciproque» de policiers, sans donner plus de détails.

Face aux appels de plus en plus pressants du gouvernement haïtien et de l'ONU, le Kenya avait accepté en juillet 2023 de mener cette force de 2.500 à 2.600 hommes, espérée «au cours du premier trimestre 2024», selon la représentante spéciale adjointe de l'ONU en Haïti.

EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

FOLIE SIONISTE

Des cadavres étalés pêle-mêle sur des charrettes est l'image parfaite d'une apocalypse qui dit maintenant son nom. Plus de 100 morts palestiniens tués en quelques instants avec un franc délibéré pour s'être rués sur un ballot de boustifailles et obligés de calmer l'enfer de la faim. Fallait-il d'ailleurs en arriver là pour confirmer le réel génocide qui se déroule à Gaza.

Un cri de colère semble unanime émanant même de ceux qui ont caressé la monstruosité des assassins de plus de 25.000 femmes et enfants. Fétide et écoeurante est cette colère quand elle s'arrête au constat et se limite à l'adresse de simples regrets sans témoigner le

moindre signe de stupéfaction. Certains souteneurs apparentés du sionisme demandent une enquête sans doute pour un drôle de dédouanement flagrant. Mais a-t-on besoin d'une enquête quand un cimetière a été engorgé par l'enterrement de plus de 30.000 innocents en quelques petits mois et quand la folie sioniste n'a rien à envier à l'ancienne démente nazie. La similitude est parfaite et au train avec lequel se propage le massacre, il n'est pas écarté que le signe distinctif de la lune soit cousu sur les vêtements des malheureux damnés. La couleur jaune ne sera pas changée pour montrer que

les leçons de l'histoire n'ont pas servi.

La réclamation d'un cessez-le-feu est une parfaite plaisanterie. Il ne sera qu'un court office pour une aumône à des désespérés. Pour faire bonne figure et amadouer les consciences torturées, on veut aménager une halte pour planifier la mendicité. Quand on confond la programmation de la mort d'un peuple avec sa délivrance, il n'y a rien à espérer. On ne peut pas en même temps encourager la creusée des tombes et chanter un espoir attendu.

L'après sera encore plus douloureux car la trame du futur d'un peuple est déjà connue. En référence à l'histoire, on aura la magnanimité de lui accorder une réserve gardée pour le parquer.